

N.º 24

CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

SESSION LÉGALE DE NOVEMBRE

Séance du Vendredi 4 Novembre 1881

PROCÈS-VERBAL

SOMMAIRE : Nomination d'un secrétaire. — Démission de M. Levray, conseiller municipal. — Gaz de la Compagnie de Wazemmes. — Compagnie des Tramways. — Création d'un marché aux fruits et aux légumes place Saint-André. — Usine de M. Bonte. Réclamation de M. GRIFFON. — Ancien Cercle du Nord. Projet d'acquisition. — Exposition de l'art industriel en 1882 — Création de ressources.

L'an mil huit cent quatre-vingt-un , le Vendredi quatre Novembre , à huit heures quinze minutes du soir, le Conseil municipal de Lille, dûment convoqué, s'est réuni en séance à l'Hôtel-de-Ville, pour l'ouverture de sa session légale de Novembre.

Présidence de M. GÉRY LEGRAND, Maire.

Présents :

MM. ALHANT, BAGGIO, BASQUIN, BONDUÉL, BOUCHÉE, BUCQUET, CANNISSIÉ, CARTON, CHARLES, CRÉPY, DEBIÈVRE, Ed. DESBONNETS, J.-B. DESBONNET, DODANTHUN, FAUCHER, GAVELLE, GIARD, GRANDEL, MARIAGE, MARSILLON, MARTIN, PAMÉLARD, PEERT, ROCHART, ROUSSEL, SCHNEIDER-BOUCHEZ, VIOLETTE et WERQUIN.

Absents :

MM. BRAME, DELÉCAILLE, DESCHAMPS, MERCIER et RIGAUT, qui s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

M. le PRÉSIDENT déclare ouverte la session légale de Novembre.

Il invite le Conseil à nommer un Secrétaire.

*Nomination
d'un secrétaire*

—

M. DESCHAMPS est maintenu, à l'unanimité, dans ces fonctions.

En son absence, M. DEBIÈVRE, le plus jeune des membres présents, le remplace au bureau.

Il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Il est adopté sans observation.

M. le MAIRE communique au Conseil une lettre de M. Paul BRAME, sollicitant la continuation de son congé en raison du mauvais état de sa santé.

Le congé est accordé.

M. le MAIRE fait connaître au Conseil qu'il a reçu de M. LEVRAY la lettre suivante :

Lille , le 30 Octobre 1881.

Monsieur le MAIRE ,

J'ai l'honneur de vous adresser ma démission de membre du Conseil municipal.

Le retentissement qu'a occasionné l'incident du *Café Gambrinus* et la polémique qui s'en est suivie, m'obligent à prendre cette détermination.

Veuillez agréer , Monsieur le Maire , l'assurance de mon profond respect.

H. LEVRAY.

Il est donné acte de la démission de M. LEVRAY.

*Démission de
M. Levray ,
conseiller
municipal*

M. CANNISSIÉ se plaint de la qualité du gaz de la Compagnie de Wazemmes , et prie l'Administration d'activer le procès pendant entre la Ville et cette Compagnie.

*Gaz de la
Compagnie de
Wazemmes*

Après une discussion à laquelle prennent part MM. CRÉPY , J.-B. DESBONNET , ROCHART , BOUCHÉE , BASQUIN , GAVELLE et VIOLETTE , M. le MAIRE répond qu'il veillera à ce que les intérêts de la Ville reçoivent toute la satisfaction possible.

M. MARTIN demande la parole : A différentes reprises, dit-il, on a réclamé, mais en vain, de la Compagnie des Tramways , une application plus rigoureuse de son cahier des charges. Aujourd'hui, nous avons à constater la suppression complète de la ligne E. On dira sans doute qu'il y a force majeure. A mon sens , le public ne doit pas être victime d'un accident qui arrive à une Compagnie. Il me semble qu'on pourrait bien acheter des chevaux ou en emprunter aux autres lignes , de façon à rétablir le service le plus tôt possible. Si la suppression de la ligne E a été faite d'accord avec l'Administration , je proteste énergiquement , parce que c'est une complaisance qui est préjudiciable aux intérêts d'un grand nombre de nos concitoyens.

*Compagnie des
Tramways*

M. CHARLES. — La Compagnie des Tramways avait six voitures et 44 chevaux sur la ligne E. Or, dans l'espace de trois jours, tous ces animaux sont tombés malades. La Compagnie a emprunté immédiatement des chevaux aux autres lignes ; ils ont été éga-

lement atteints du typhus, ce qui a porté à 56 le nombre des chevaux malades. Néanmoins, tout permet d'espérer que, dans quelques jours, 20 ou 30 chevaux pourront reprendre leur service. Le vétérinaire du Département a été appelé à donner son avis et à apporter son concours au traitement des chevaux. Toutes les mesures sanitaires sont prises pour relever vivement le service. Si l'on essayait encore de diminuer le nombre des chevaux sur une ligne pour les reporter sur une autre, on arriverait à une désorganisation complète. On nous dit : Pourquoi ne pas remplacer immédiatement les chevaux malades ? La réponse est bien simple : c'est que les chevaux coûtent fort cher. D'un autre côté, comment feriez-vous pour trouver 56 chevaux dressés ?

M. MARTIN. — Je m'adresserais aux marchands. Quand une Compagnie est amenée à confesser qu'elle n'a pas un matériel suffisant, c'est déplorable.

M. CHARLES. — Toutes les mesures sanitaires, je le répète, sont prises; mais il n'est pas possible d'élever en un clin-d'œil des constructions pour placer 56 chevaux malades. On ne remise pas un cheval comme un objet mobilier. Quand le typhus se déclare dans un régiment de cavalerie, on fait camper les chevaux en dehors de la caserne. La Compagnie ne peut avoir un matériel de réserve, et il eût été impossible de trouver sur les marchés du Département les 56 chevaux nécessaires.

M. VIOLLETTE. — N'y aurait-il pas possibilité de concilier les intérêts de la Compagnie avec ceux du public, en l'autorisant à installer provisoirement un service de traction à vapeur jusqu'à l'Esplanade ? De cette façon, elle n'aurait plus à desservir que la ligne allant de l'Esplanade à la rue de Thionville.

M. CANNISSIÉ. — Les rails ne sont pas disposés pour cela.

M. le MAIRE presse le Conseil d'aborder son ordre du jour, sauf à revenir sur cette intéressante question dans une prochaine séance.

MM. BONDUEL, BAGGIO et Ed. DESBONNETS déposent la proposition suivante :

Les soussignés,

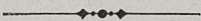
Considérant que la création récente de marchés aux oiseaux sur les places Richebé et des Quatre-Chemins réduit à néant celui installé depuis de longues années dans le quartier Saint-André ;

*Place
Saint-André*

*Création d'un
marché aux
fruits et aux
légumes*

Emus des plaintes légitimes des contribuables de cette partie de la ville, déjà si déshéritée ,
Sollicitent l'ouverture sur la place Saint-André d'un marché aux fruits et légumes , qui se
tiendrait les mardi et vendredi de chaque semaine.

BONDUEL , BAGGIO , Ed. DESBONNETS.



Un grand nombre de membres réclament l'application des règlements de voirie à l'usine
de MM. Adrien BONTE, qu'ils signalent comme troublant la tranquillité publique pendant
la nuit. Ils déposent sur le bureau la motion suivante dont il est donné lecture :

*Usine de
M. Bonte
—
Réclamation de
M. Griffon
—*

Considérant que les Maires sont chargés de l'exécution des arrêtés et règlements qu'a pris
l'autorité supérieure et qu'ils ont pris eux-mêmes ;

Considérant que les Conseils communaux sont appelés à délibérer et à exprimer leurs vœux
sur tous les objets d'intérêt local ;

Considérant que le sieur GRIFFON se plaint :

- 1.^o Que les articles 41 et 42 de l'arrêté municipal du 17 Décembre 1873 ;
- 2.^o Que les arrêtés d'autorisation du 27 Août 1818 et du 19 Mai 1819 sont à son égard
absolument violés ;

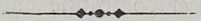
Vu le mémoire et les pièces à nous communiqués qui établissent que la tranquillité publique
est troublée, et que les prétentions du sieur GRIFFON sont fondées ;

Emettent le vœu que le sieur BONTE, comme tous les autres habitants de Lille, se sou-
mette à l'arrêté municipal du 17 Décembre 1873 et aux arrêtés d'autorisation de 1818 et
1819, auxquels il doit l'existence de son usine insalubre ;

Prient M. le Maire de veiller à l'observation desdits arrêtés et de les faire exécuter.

Ed. MARIAGE, L. FAUCHER, V. MEUREIN, A. DODANTHUN, ALHANT,
ROCHART, SCHNEIDER-BOUCHEZ, GRANDEL, CHARLES, ROUSSEL,
Ed. PEERT, MARTIN, CARTON, BUCQUET, Eug. DEBIÈVRE,
CANNISSIÉ, BOUCHÉE, PAMÉLARD, MARSILLON, DESCHAMPS,
Em. GAVELLE, CRÉPY, A. GIARD, BONDUEL et VIOLETTE.

Cette motion est renvoyée à l'Administration.



M. le MAIRE fait connaître au Conseil que l'Administration de l'Assistance publique lui a communiqué la circulaire suivante , adressée par elle à chacune des Supérieures des dispensaires du Bureau de bienfaisance :

Madame la Supérieure ,

Nous avons le pénible devoir de venir vous entretenir de faits dont nous avons à nous plaindre et dont nous voulons empêcher le retour.

Il nous est revenu de source certaine que des Sœurs ont le tort grave de recommander aux indigents les écoles libres au détriment des écoles communales. Ce sont là des actes de pression que nous n'hésitons pas à blâmer sévèrement. Les indigents, comme tous, doivent avoir la liberté d'envoyer leurs enfants à l'école de leur choix, sans avoir à redouter la diminution ou la suppression des secours qu'ils reçoivent du Bureau de bienfaisance.

En ce qui nous concerne, nous ne nous attachons rigoureusement qu'à faire de la charité pure, sans acception d'opinion ou de parti, et sans nous ingérer en aucune manière dans les affaires particulières de nos administrés. Le rôle de tous nos auxiliaires religieux ou laïques doit être identiquement le même, et nous tenons essentiellement à ce qu'ils s'appliquent à nous suivre dans cette voie, sinon nous nous verrions obligés de prendre, à l'égard de ceux qui s'en écarteraient, des mesures de répression que nous regretterions, mais qui seraient devenues nécessaires.

Nous avons la certitude que cette franche communication sera bien accueillie par vous, Madame la Supérieure, et que vous tiendrez la main à ce qu'elle reçoive son plein et entier effet.

Veuillez agréer, etc.

DESBONNET, Vice-Président.

BAZIN, CHARLES, THÉVENIN, VISEUR et WARIN, Administrateurs.

Il est donné acte de cette communication.

M. le MAIRE fait la communication suivante :

MESSIEURS,

*Ancien Cercle du
Nord
—
Projet
d'acquisition*

L'ancien *Cercle du Nord* est offert à la Ville pour le prix de 200,000 fr., avec cette combinaison assez heureuse, croyons-nous, que la Société industrielle, qui occupe le premier étage de ce bâtiment, en continuerait la location, au taux de 5,000 fr. par an, pour un bail de neuf ans, ou de 4,500 fr. par an si ce bail devait être résiliable par ternaire. La jouissance de la salle de concert devrait rester commune entre la Ville et la Société industrielle.

Cette propriété est contiguë au Lycée; elle peut servir à son agrandissement ou à

l'installation du Conservatoire. Elle nous serait encore d'une très-grande utilité le jour où nous obtiendrions la fixation à Lille du Centre universitaire.

L'immeuble a une superficie de 2,200 mètres carrés, dont 1,300 mètres sont couverts de constructions. Le prix du terrain n'atteindrait donc pas 100 fr. du mètre avec les frais. Nous croyons cette acquisition utile aux intérêts de la Ville, et, au prix où elle est offerte, nous vous la proposons sans hésitation.

Les vendeurs nous ayant donné une option de quinze jours seulement, nous prions la Commission, à laquelle le Conseil voudra sans doute renvoyer l'examen de l'affaire, de déposer son rapport d'urgence pour la prochaine séance.

M. CANNISSIÉ croit que cette question a été tellement étudiée qu'il n'y a aucun inconvénient à adopter immédiatement les conclusions de M. le MAIRE.

M. ROCHART ne partage pas l'avis de M. CANNISSIÉ. Il trouve nécessaire le renvoi à une Commission.

M. le MAIRE rappelle que les Administrations précédentes ont offert des sommes plus importantes pour l'acquisition du *Cercle du Nord*. C'est à la suite de divers incidents que nous obtenons cet immeuble pour 200,000 fr. On connaît la situation du Lycée qui est en contiguïté avec ce bâtiment. Chaque année, nous aurons à acquérir sur ses abords. Ce Lycée prospère; les enfants y affluent. Déjà le Conseil a dû y ajouter les serres municipales et supprimer le passage Lestiboudois. Le *Cercle du Nord* forme un des angles du quadrilatère qu'il faudra acheter tôt ou tard. L'Administration ne comprendrait pas qu'on laissât échapper l'occasion qui s'offre dans des conditions vraiment très-favorables.

M. CHARLES. — Cette propriété nous a déjà été offerte, il y a quelques années, et on se demandait à cette époque ce que l'on pourrait en faire. Servirait-elle d'Académie de dessin, de Conservatoire ou de logement pour le Proviseur? Telles sont les questions que l'on s'est posées; mais aucune de ces destinations n'a paru acceptable. A mon avis, je crois qu'il conviendrait de soumettre la proposition de l'Administration à la Commission de l'instruction publique.

M. CANNISSIÉ demande le renvoi à une Commission spéciale.

M. VIOLLETTE, Adjoint. — Si la Ville achetait le *Cercle du Nord*, on pourrait installer dans la tabagie une école de dessin ou des laboratoires. Le Lycée est à l'étroit; on devra acheter un jour les immeubles situés rue des Fleurs, ce qui permettra d'agrandir le Lycée et même la Faculté des Sciences.

M. MARIAGE. — Il ne sera plus nécessaire alors de faire un second Lycée.

M. CRÉPY fait observer que le prix de 200,000 fr. sera un prix net, parce qu'il s'agit d'une acquisition reconnue d'utilité publique.

L'examen de la question est renvoyée à la Commission de l'instruction publique, avec prière de présenter un rapport d'urgence dans la prochaine séance.

M. le MAIRE communique au Conseil la proposition suivante :

MESSIEURS,

*Exposition de
l'art industriel
en 1882*

Le palais Rameau a été divisé de la manière la plus heureuse, pour les besoins de l'Exposition des Beaux-Arts, en une série de grandes salles, au moyen de cloisons en bois et de tapisseries. Cette installation provisoire démontre le parti que l'on peut tirer de cet édifice pour les Expositions de toute nature, qui pourront désormais être plus fréquentes à Lille, ce dont il faut nous applaudir; car ces grandes manifestations de l'art, de la science et de l'industrie, élèvent le niveau intellectuel des populations.

Aussi l'Administration songe-t-elle à utiliser l'installation provisoire du palais Rameau pour une Exposition des arts appliqués à l'industrie, laquelle pourrait s'ouvrir au printemps prochain. Elle s'est entendue avec l'entrepreneur des constructions, qui consent à laisser son matériel pendant six mois à notre disposition, moyennant un prix de location de 3,500 fr. Ce prix s'élèverait de 500 fr. par mois, si l'Administration jugeait à propos de conserver ce matériel plus longtemps.

D'autre part, la Commission organisatrice de l'Exposition des tableaux offre de céder à la Ville, pour le prix de 6,000 fr., les tapisseries et le matériel de décorations qui lui ont coûté 12,411 fr. 20, plus les deux tourniquets coûtant 1,200 fr.

Nous pourrions ainsi arriver à organiser à peu de frais une nouvelle Exposition très-intéressante, et qui ne manquerait pas d'amener à Lille de nombreux visiteurs, circonstance profitable à nos recettes d'octroi et surtout au commerce local.

Nous pensons que vous partagerez notre sentiment, Messieurs, et dans la conviction où nous sommes que le produit des entrées pourra couvrir les dépenses du personnel et les autres frais généraux, nous ne vous demandons qu'un crédit de 12,000 fr. pour location du matériel actuellement monté au palais Rameau, et acquisition des tapisseries, tourniquets et objets nécessaires à une nouvelle Exposition.

L'examen de cette proposition est renvoyé à la Commission des travaux.

L'ordre du jour appelle la discussion des divers projets présentés pour la création de ressources.

La parole est donnée à M. MARIAGE, qui fait, comme suit, lecture de son rapport :

MESSIEURS ,

Depuis son installation, le nouveau Conseil a manifesté, à différentes reprises, son intention formelle d'exécuter les travaux de voirie qui restent à faire pour mettre notre Ville dans de très-bonnes conditions au point de vue de l'hygiène et de la salubrité. A cet effet, il a prié l'Administration municipale de dresser la liste de ces travaux, et en même temps de lui indiquer les ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face à ces dépenses exceptionnelles.

M. le MAIRE, non moins préoccupé que ses prédécesseurs du bien-être matériel et moral de notre population, s'est empressé d'accéder à notre désir, et, dans la séance du 3 Mai dernier, nous a présenté un rapport très-détaillé, indiquant la série de travaux qui restent à exécuter pour compléter la transformation de l'ancienne et de la nouvelle Ville.

D'après ce rapport, la dépense totale s'élèverait à 29,900,000 fr., dont on aurait à défalquer 16,400,000 fr. de travaux, qui pourraient être exécutés au moyen de ressources particulières, telles que le concours de l'Etat en subventions et prêts sur la Caisse des Ecoles et des Lycées, l'émission d'un emprunt spécial pour la transformation de l'Abattoir et la construction d'un Marché couvert pour les bestiaux. Cette dernière entreprise trouverait son amortissement dans les recettes qu'elle produirait; mais il n'en resterait pas moins une somme de 13,500,000 fr., comprenant principalement des travaux de voirie, pour l'exécution desquels il faudrait trouver des ressources exceptionnelles.

Pour faire face à cette dépense considérable, l'Administration nous indique les recettes ordinaires suivantes, sans toutefois nous conseiller d'y avoir recours :

1.° L'augmentation de 7 centimes additionnels sur le principal des quatre contributions, qui, à raison de 26,500 fr. l'un, produiraient une somme de. . . . 185.500 fr.

2.° La révision du tarif de l'octroi, dont l'homologation décennale expire le 31 Décembre 1882. Nous avons actuellement deux tarifs : l'un pour la Ville, l'autre pour la banlieue. L'unification de ces tarifs produirait une augmentation de recettes de 117.000

A reporter. . . . 302.500

*Création de
ressources*

Report.	302.500
La bière paie 2 fr. 53 l'hectolitre ; en portant ce droit à 3 fr., l'augmentation de 47 centimes produirait	163.000
Quelques légères augmentations sur les matériaux servant aux cons- tructions, et l'inscription au tarif d'objets divers, non imposés jusqu'ici, produiraient une somme de	560.000
Total.	1.025.500 fr.

Passant ensuite à l'examen de la fusion de nos emprunts de 1860, 1863, 1868, 1874 et 1877, l'Administration indique un système d'unification des emprunts de 1860, 1863, 1868 et 1877, qui donnerait à la Ville une somme de 10,000,000 fr., à la condition de laisser figurer pendant cinquante ans, aux dépenses extraordinaires, l'annuité de 2,500,000 fr. qu'elle paie actuellement.

Ce projet renferme une erreur : Par suite d'une prudence excessive l'intérêt est calculé à 5 pour 100 au lieu de 4 pour 100, c'est-à-dire à un taux plus élevé que celui demandé en 1877 par la *Société générale* pour l'emprunt de 8,000,000 de francs. La rente française 3 pour 100 valait alors 70 fr. ; elle rapportait donc 4 fr. 25 ; elle vaut aujourd'hui 86 fr. , soit un intérêt de 3 1/2 pour 100. Il y a donc lieu de supposer que le taux de 4 pour 100 pour notre nouvel emprunt serait très-favorablement accueilli par les capitalistes.

L'Administration termine en nous invitant à nous livrer :

- 1.° A la révision des tarifs d'octroi ;
- 2.° A l'examen immédiat du projet concernant l'Abattoir, le Marché couvert pour les animaux de boucherie, l'achèvement de l'outillage scolaire, la création d'un second Lycée, la construction d'une Faculté des sciences ;
- 3.° Au classement, suivant leur degré d'urgence, des autres grands travaux restant à exécuter ;
- 4.° Et, lorsque cette première partie du travail serait suffisamment étudiée, au vote d'un emprunt dont l'importance, ainsi que les voies et moyens, pourraient être déterminés en bonne connaissance de cause.

Suivant l'ordre indiqué par l'Administration, la Commission des finances s'occupait de la révision des tarifs de l'octroi, travail qui aurait demandé trois ou quatre mois, pour examiner ensuite des différents projets, procéder à leur classement, et enfin aux ressources à créer pour leur exécution, lorsque M. GAVELLE, pénétré des lenteurs que toutes ces études pouvaient entraîner, et de l'impossibilité d'arrêter les travaux même les plus urgents,

présenta, dans la séance du 7 Juin dernier, le projet financier qui figure au registre de nos délibérations (voir page 300).

Le projet de notre collègue est basé :

Premièrement. — Sur le remboursement, à la Caisse des Dépôts et Consignations, des six annuités (moins les intérêts) qui resteront dues le 1.^{er} Mars 1882. Ce remboursement procurerait à la Ville une économie de 225,000 fr. par an pendant six ans (1).

Deuxièmement. — Sur l'unification des emprunts à lots de 1860 et 1863, sans augmentation du nombre des titres, avec remboursement en soixante années, c'est-à-dire en reculant de cinquante années le remboursement de l'emprunt de 1863, et de quarante années celui de 1860.

Actuellement, la somme des lots accordés auxdits emprunts s'élève à 151,000 fr. M. GAVELLE n'en donnerait plus que 114,000, à cause, dit-il, des avantages que sa combinaison procurerait aux porteurs de titres, qui, n'ayant droit qu'à 2,350,000 fr. de lots en dix et vingt ans, en auraient 6,840,000 fr. en soixante ans.

Faite dans ces conditions, la fusion des emprunts de 1860 et 1863 procurerait à la Ville un bénéfice de 689,000 fr. sur l'annuité qu'elle paie actuellement pour ces deux emprunts; cette somme, jointe aux 225,000 fr. remboursés à la Caisse des Dépôts et Consignations, formerait un total de 914,000 fr., annuité nécessaire pour amortir en soixante ans un capital de 20,000,000 fr.

Tel est l'ensemble du projet que le Conseil municipal a renvoyé à la Commission des finances pour être examiné, tout travail cessant.

Grâce à la correspondance échangée entre l'Administration municipale et MM. le Ministre de l'Intérieur, le Directeur des Dépôts et Consignations, le Gouverneur du Crédit foncier, les Maires des villes de Bordeaux et de Rouen, etc., votre Commission des finances a pu également examiner les différents projets qui lui ont été présentés, et après de longs débats, elle m'a chargé de vous présenter un rapport sur les objections que chaque système d'unification a soulevées, et en même temps les raisons qui l'ont déterminée à accepter mon projet.

M. GAVELLE croit possible le remboursement à la Caisse des Dépôts et Consignations, du reliquat de l'emprunt contracté par la Ville à cet établissement.

M. le Ministre de l'intérieur, consulté à ce sujet par M. le Maire, déclare que la Caisse des Dépôts et Consignations n'a pas accepté jusqu'ici les remboursements anticipés, se fondant sur la forme commerciale de ses titres et sur les dispositions des articles 146 et 187 du

(1) L'auteur oublie de déduire les intérêts et l'amortissement pendant six ans de la somme nécessaire à ce remboursement.

Code de commerce, et il ajoute : « Il faudrait donc, en ce qui concerne l'emprunt de 1874, « réalisé auprès de cet établissement, obtenir son consentement préalable. »

M. le Directeur des Dépôts et Consignations (1), consulté également à cet égard, répondit, le 15 Janvier dernier, qu'il ne pouvait consentir à cette proposition.

« Les emprunteurs qui traitent avec mon administration, dit-il, doivent se pénétrer de « cette pensée, qu'ils sont tenus de remplir leurs engagements dans les conditions où ils ont « été souscrits, et qu'ils ne peuvent proroger les échéances fixées, ou les anticiper à leur « convenance. »

Cette prétention, dit notre honorable collègue, M. BASQUIN, peut être contestée; mais s'il fallait, pour lever la difficulté, recourir à un procès, deux années peut-être s'écouleraient avant qu'il ne fût clos par une décision définitive.

Il n'y faut pas songer. C'est aussi l'avis de la Commission des finances, qui n'a pas cru devoir insister davantage sur ce point.

L'opinion de M. le Ministre sur l'unification de nos divers emprunts n'est pas moins explicite.

« En principe, dit-il, mon administration ne voit pas d'objection à ce que les villes procèdent à la conversion de leurs anciens emprunts, et elle a soumis depuis quelques années, à la sanction des Chambres législatives un certain nombre d'opérations de cette nature.

« Mais à l'égard des emprunts à lots de 1860 et 1863, la ville de Lille rencontrerait vraisemblablement des difficultés assez graves : le remboursement anticipé porterait atteinte aux droits des créanciers, qui, en consentant à prêter leurs fonds au taux peu élevé de 3 pour cent, ont évidemment tenu compte des chances que leur offrait le tirage semestriel d'un certain nombre de lots. Il serait donc impossible de les priver du bénéfice de ces chances favorables et le remboursement anticipé ne pourrait avoir lieu *qu'avec leur consentement et à la condition de leur offrir, en remplacement de leurs titres actuels, des titres jouissant des mêmes avantages*. Or, outre qu'il semble fort difficile, en fait, d'obtenir *le consentement unanime de tous les porteurs d'obligations*, l'émission d'un nouvel emprunt remboursable avec lots soulèverait de sérieuses objections.

« D'après ces conditions, la conversion ne paraît guère pouvoir s'appliquer, ajoute M. le Ministre, qu'aux emprunts de 1868 et 1877, qui sont représentés par des obligations remboursables avec prime. »

Il ressort des explications fournies par M. le Ministre, que pour la fusion des emprunts de

(1) Etablissement qu'il ne faut pas confondre avec le Trésor public, où les villes sont tenues de déposer leurs fonds.

1860 et 1863, il faudrait obtenir le consentement unanime de tous les porteurs d'obligations et en même temps remplacer leurs titres actuels par des titres jouissant des mêmes avantages.

M. GAVELLE, tout en conservant des fonds au taux très-bas de 3 pour cent, croit accorder des avantages considérables aux obligataires en leur donnant en soixante ans, 6,840,000 fr. de lots, attendu qu'ils n'ont droit qu'à 2,350,000 fr. en dix et vingt ans. Aussi n'hésite-t-il pas à supprimer 37,000 fr. de lots par an, soit 114,000 fr. au lieu de 151,000. Mais à ce compte, pour donner juste la somme de 2,350,000 fr., à laquelle les porteurs d'obligations ont droit, il suffirait d'une somme de 39,000 fr. de lots par an, pendant soixante années; pourquoi alors au lieu de supprimer seulement 37,000 fr. n'en supprime-t-il pas 112,000 ?

Sans doute pour le même motif, l'auteur du projet en discussion retranche les augmentations accordées aux derniers tirages.

Savoir :

En 1892 60.000 fr. au lieu de 37.000 fr. dernier tirage de l'emprunt de 1863

En 1902 127.800 — 60.000 — — 1860

formant un total de 93,000 fr. de lots en moins, que n'auraient pas les porteurs des titres ?

Enfin M. GAVELLE, au lieu de rembourser chaque année 9,600 obligations, n'en retirerait de la circulation que 2,600. Ce serait donc 7,000 obligations en plus, qui, chaque année, viendraient concourir aux chances des tirages. Est-ce là encore un avantage ?

Après avoir entendu les explications de M. GAVELLE, votre Commission des finances a manifesté ses regrets de ne pouvoir appuyer son projet en raison des difficultés insurmontables qu'il rencontrerait dans l'application, et surtout devant l'impossibilité de réunir l'adhésion de tous les porteurs de titres, qui, se sentant gravement atteints dans leurs intérêts, ne manqueraient pas d'opposer la plus vive résistance. Aussi, à l'unanimité, vous propose-t-elle de n'y pas donner suite.

Nous n'en devons pas moins, Messieurs, nous montrer très-reconnaissants à l'égard de notre honorable collègue pour l'initiative qu'il a prise; c'est à lui que nous devons d'être sorti du *statu quo*, dont nous étions encore menacés pour longtemps.

Le projet de M. GAVELLE a eu l'avantage d'en faire naître trois autres, qui ont été déposés en même temps par MM. BASQUIN, GRANDEL et MARIAGE, membres de la Commission des finances, et que nous reproduisons ci-après :

N.º 1. — Projet présenté par M. BASQUIN

Le Conseil municipal a donné mandat à la Commission des finances de lui trouver vingt millions, somme jugée nécessaire à l'achèvement du grand œuvre de la transformation de la ville de Lille, commencé en 1860.

En ma qualité de membre de cette Commission, et après avoir pris l'avis de notre honorable Président, j'ai cru devoir examiner avec soin la situation financière de la Ville, étudier les cahiers des charges de ses différents emprunts, et rechercher s'il ne serait pas possible de trouver une combinaison qui donnât le résultat désiré.

Les 20,000,000 fr. nécessaires seraient faciles à trouver si les revenus de la Ville dépassaient d'un million environ ses charges annuelles. Il suffirait de les affecter à l'intérêt et à l'amortissement d'un emprunt.

Mais il n'en est pas ainsi; notre budget n'est que parfaitement équilibré.

Pouvons-nous augmenter nos ressources par la création d'impôts nouveaux ?

La chose n'est pas impossible; l'augmentation des droits d'octroi sur des denrées de grande consommation, telles que la bière; l'établissement de ces mêmes droits sur des objets non encore frappés, tels que le beurre, les fromages, les huiles minérales, donneraient un nouveau revenu considérable.

Mais la Commission des finances, devant laquelle M. le Préposé en chef a été appelé, ne paraît pas disposée à entrer dans cette voie, et il nous semble impossible d'ajouter aux charges qui pèsent déjà sur les classes ouvrières. Il ne saurait être question, à notre sens, de créer de nouveaux droits d'octroi ou de les augmenter, si ce n'est sur des objets de luxe; or, ceux là, malheureusement, ne font jamais entrer de grosses sommes dans la caisse municipale.

Une autre ressource serait dans l'augmentation des centimes additionnels; elle frapperait surtout la propriété, le commerce et l'industrie; mais chaque centime ne produit que 26,400 francs par an, et pour réaliser le million annuel nécessaire, il faudrait augmenter de 38 centimes, c'est-à-dire de trente-huit pour cent le principal des quatre contributions directes. C'est encore un procédé auquel il est difficile de songer.

En présence de la difficulté, sinon de l'impossibilité d'augmenter sensiblement nos contributions, soit directes, soit indirectes, le problème à résoudre est celui-ci : trouver vingt millions et en payer l'intérêt et l'amortissement annuels sans recourir à l'impôt.

La chose n'est pas impossible.

Il suffit pour cela de répartir sur un plus grand nombre d'années les sommes que la Ville verse annuellement pour l'intérêt et l'amortissement de ses emprunts actuels.

C'est ce qu'a proposé, pour deux de nos emprunts, notre honorable collègue, M. GAVELLE, dans un travail très-étudié et très-complet qu'il a soumis au Conseil municipal dans l'une de ses dernières séances.

Mais ce projet ne me paraît pas réalisable.

En effet :

Il consiste à rembourser trois emprunts : celui de 1860 (15 millions); celui de 1863 (6 millions); celui de 1874 (2 millions), qui seront amortis, le premier en 1902, le second en 1892, le troisième en 1887, et de les remplacer par un emprunt unique, au moyen d'Obligations de 100 fr., recevant trois pour cent d'intérêt, amortissables en soixante années, avec lots, et qui coûteraient à la Ville, pour amortissement et intérêt, 4 fr. 35 pour cent. Cette combinaison laisserait, dit M. GAVELLE, disponible une somme annuelle de 914,000 fr., qui pourrait être affectée au service d'un nouvel emprunt de 20,000,000 fr.

Trois objections me paraissent devoir être faites à cette combinaison.

Première objection. — L'emprunt de 1874 a été contracté avec la caisse des dépôts et consignations. En échange des deux millions qu'elle a prêtés à la Ville, cette dernière s'est obligée à lui verser chaque année, jusque et y compris l'année 1887, une somme de 225,630 fr. 82. La caisse des dépôts et consignations a donc encore à recevoir, en principal et intérêt, 1,579,415 fr. 76 (année 1881 comprise).

M. GAVELLE propose de lui payer *immédiatement* (après versement de l'annuité de 1881) 733,000 fr. qui resteraient dus en principal.

Ce moyen est-il pratique, alors que la caisse des dépôts et consignations se refuse à recevoir ce paiement par anticipation ? Consultée, en effet, sur la question d'un remboursement anticipé, elle a répondu nettement qu'elle s'y refusait; qu'elle avait des bons annuels, *à ordre*, sur la Ville, et qu'aux termes des articles 146 et 187 du code de commerce, elle était en droit d'exiger les paiements, par annuité, jusqu'en 1887.

La prétention de la caisse peut être contestée. Ce qu'il y a de certain cependant, c'est que l'emprunt de 1874 n'a pas été contracté dans les conditions ordinaires; on ne voit pas, dans le contrat, la preuve que les termes et délais de remboursement aient été stipulés exclusivement dans l'intérêt du débiteur, ce qui entraîne pour lui la faculté de se libérer avant l'échéance.

S'il fallait, pour lever cette difficulté, recourir à un procès, deux années, peut-être, s'écouleraient avant qu'il ne fût clos par une décision définitive. Il n'y faut pas songer.

Deuxième objection. — Les emprunts de 1860 et de 1863 ont été contractés sous forme d'obligations à lots, c'est-à-dire avec un intérêt fixe de trois francs, émises au-dessous de 100 fr., et remboursables par 100 fr. mais avec des chances de lots importants. Il en existera encore 156,053 au 1.^{er} Janvier 1882. Le système de M. GAVELLE consisterait à remplacer ces 156,053 obligations, remboursables en 1902 (emprunt de 1860) et en 1893 (emprunt de 1863) par 156,053 obligations du même type, mais remboursables seulement en soixante années, et maintenant le même taux de remboursement à 100 fr. et le même nombre de lots.

L'intérêt et l'amortissement de ces deux emprunts coûtent actuellement chaque année.	1.367.000 fr.
L'intérêt et l'amortissement en cinquante années ne coûteraient que.	678.000

La somme libre serait donc, de ce chef, de. 689.000 fr.

Sur ces 1,367,000 fr. payés annuellement aux obligataires, les lots entrent pour 114,000 francs.

M. GAVELLE ferait tirer annuellement, et pendant soixante années, 114,000 fr. à titre de lots, et par conséquent les obligataires n'auraient pas à se plaindre; ils ne pourraient qu'y gagner, puisque leurs chances de lots, au lieu de durer jusqu'en 1892 et 1902, dureraient jusqu'en 1931.

Ce raisonnement, très-séduisant, n'est pas cependant complètement juste.

En effet, d'abord les obligataires seraient toujours en droit de refuser ces propositions, si avantageuses qu'elles puissent leur paraître, quant aux lots; celui qui a commandé à son tailleur un habit brodé d'argent peut refuser l'habit s'il est brodé d'or. Puis un événement peut se produire qui fasse que la conversion ne soit pas avantageuse aux porteurs d'obligations; que le taux de l'argent vienne à s'élever; que les obligations, au lieu d'être cotées en bourse 100 fr., 101 ou 102 fr., tombent à 90 ou à 85 fr., l'obligataire de 1863 aura intérêt à être remboursé, par cent francs, même sans lot, de 1882 à 1893; l'obligataire de 1860 aura intérêt à être remboursé au plus tard en 1902, et non en soixante années; et dans quel embarras ne sera pas la Ville, si un événement de ce genre, venant à se produire, quelques porteurs de ces obligations, qui n'auraient pas échangé leurs titres contre de nouveaux, demandaient à la Ville l'exécution complète des contrats de 1860 et de 1863, des tirages au sort, avec lots, pour eux seuls!

Enfin le projet de faire durer le tirage des lots pendant soixante années serait onéreux pour les finances de la Ville; puisque, à partir de 1893, la somme de 114,000 francs sera réduite d'un tiers par le remboursement de l'emprunt de 1863, et qu'à partir de 1902, elle sera complètement éteinte par le remboursement de l'emprunt de 1860. Elle paierait environ 3,770,000 francs en principal, au-delà de ce qu'elle doit.

Troisième objection. — Le système de M. GAVELLE ne vise que trois emprunts, et laisse de côté ceux de 1868 et de 1877, de telle sorte que les dettes ne seront pas unifiées.

Je serais d'avis d'adopter pour la Ville la combinaison adoptée par le département du Nord pour le remboursement de l'emprunt de 15,000,000 fr. contracté, en 1870, pour l'habillement et l'armement de la garde nationale mobilisée.

La base serait celle-ci :

Traiter avec un établissement de crédit; lui demander :

- 1.^o Les 20,000,000 fr. nécessaires, en quatre ou cinq années, au fur et à mesure des besoins de la Ville;
- 2.^o L'avance des annuités nécessaires à l'intérêt et à l'amortissement des emprunts en cours.

Le tout moyennant une somme que la Ville lui verserait pendant cinquante ans.

On va voir que la chose est possible :

La situation financière de la Ville sera, en effet, la suivante au 1.^{er} Janvier 1882 :

1. ^o	Elle redevrait sur l'emprunt de 1860.		12,100,300 fr.
2. ^o	id.	id. de 1863.	3,947,700
3. ^o	id.	id. de 1868.	6,224,500
4. ^o	id.	id. de 1874.	947,733 44
5. ^o	id.	id. de 1877.	8,123,500
Total.			31,343,733 44
Primes, lots.			2,568,200
Total.			33,911,933 44

Les annuités pour le service de l'intérêt et de l'amortissement sont, et resteront jusqu'au remboursement, en 1887, de l'emprunt de 1874, de 2,548,056 fr.

Le problème à résoudre est donc celui-ci : trouver 20,000,000 fr., augmenter d'autant la dette, l'élever ainsi à 55,000,000 environ, et ne payer que 2,548,056 fr.

La Ville emprunterait à un établissement de crédit 55,000,000 fr., ou plutôt elle se reconnaîtrait débitrice envers lui de 33,911,933 fr. 44; elle en recevrait, en outre 20,000,000 fr.

Il se substituerait à la Ville dans le paiement des 33,911,933 fr. 44 ou plutôt verserait à la Caisse Municipale les annuités nécessaires jusqu'à l'extinction complète des emprunts, remboursables à diverses époques.

En échange, la Ville lui verserait pendant cinquante ans une annuité.

Quelle serait cette annuité, calculée sur 55 millions, chiffre auquel monterait la dette,

A quatre pour cent, l'intérêt serait de. 2,200,000 fr.

La somme nécessaire pour l'amortissement serait de. 355,606

Total. 2,555,606

chiffre équivalant, 7,550 fr. près, à l'annuité payée actuellement pour le service de la dette.

AVANTAGES DE CETTE COMBINAISON

1.^o Le but désiré serait atteint; les 20,000,000 seraient trouvés, et en supposant que le projet soit réalisé dans un an, la Ville s'étant libérée encore d'une fraction de sa dette, l'emprunt pourrait être élevé à 23,000,000 et même à 25 000,000 francs.

2.^o La Ville n'aurait plus, en réalité, qu'une seule dette annuelle de 2,555,606 fr., pendant cinquante années.

3.^o La position des porteurs de titres de nos emprunts ne serait pas changée, à chaque échéance, ils recevraient intérêt, capital et lots.

4.^o La Ville ne courrait aucun risque. Elle toucherait les 23 ou 25 millions dans les délais fixés; elle recevrait les annuités nécessaires au paiement de ses emprunts; elle paierait, en échange, une annuité équivalente, pendant un plus grand nombre d'années; elle serait débitrice et non créancière, et n'aurait pas à courir les risques de l'insolvabilité de la Société avec laquelle elle traiterait.

5.^o L'exécution des travaux amènerait une grande activité dans la Ville; y ferait entrer des quantités énormes de matériaux sur lesquels l'octroi percevrait des droits; les ressources budgétaires en seraient ainsi augmentées.

6.^o Pendant les trois ou quatre premières années, l'annuité à payer par la Ville n'atteindra pas le chiffre ci-dessus de 2,555,606 fr., puisque le versement de l'emprunt ne sera effectué à la caisse municipale qu'au fur et à mesure des besoins de la Ville.

INCONVÉNIENT

Le seul danger de cette combinaison consisterait en ce que la Ville, obérée pendant cinquante ans d'une charge de 2,500,000 francs environ, ne pourrait plus à l'avenir se créer de nouvelles ressources par voie d'emprunt.

Ce danger nous croyons qu'il n'existe pas.

L'octroi, en effet, donne chaque année une plus-value de 100,000 francs. L'excédant sera donc, selon toute vraisemblance, de 500,000 francs dans cinq ans, de 1 million dans dix ans.

Les travaux que la Ville entreprendra augmenteront encore, comme nous l'avons dit ci-dessus, le produit de cet impôt; les voies nouvelles qui seront créées, grâce à l'exécution des travaux de voirie, faciliteront les constructions qui, à leur tour, seront imposées.

Nous croyons qu'une grande place sera laissée encore à l'activité de nos successeurs, qui ne manqueront nullement de ressources.

RÉUSSITE

Je n'ai écrit ce projet qu'après avoir pris des renseignements sur la possibilité d'un traité avec un établissement financier.

Le prix élevé des fonds publics, le taux très-bas du prix de l'argent, l'abondance des capitaux, et surtout le concours assuré de l'Administration préfectorale, permettent d'espérer la réalisation d'un traité basé sur la combinaison que j'ai l'honneur de proposer à la Commission des finances et au Conseil municipal.

N.º 2. — Projet présenté par M. Ch. GRANDEL

Après avoir étudié notre situation financière et m'être rendu compte des travaux les plus urgents que nous aurons à effectuer, je suis amené à croire que nous n'avons nullement besoin, ainsi que l'ont pensé les auteurs des divers projets émis jusqu'à présent, d'une somme de 20 millions nouveaux. Je pense même qu'il faudrait payer cette somme au prix de sacrifices trop lourds. Et d'ailleurs, je constate que, d'après le classement présenté au Conseil municipal par M. le Maire, les travaux de voirie les plus urgents (première et deuxième catégories) ne demandent qu'une somme de fr. 4.666.350

De cette somme, il y a lieu de déduire 1.300.000
formant le solde approximatif des fonds disponibles du dernier emprunt, solde applicable aux travaux de voirie.

	Reste fr. 3.366.350
J'y ajoute, pour le paiement du terrain et la construction du petit Lycée, soit la moitié de la dépense, l'Etat prenant l'autre moitié à sa charge, ainsi qu'il a été convenu . . .	1.600.000
TOTAL. . .	4.966.350

C'est donc une somme de 4,966,350 fr. qui nous est nécessaire.

Or, l'annuité de l'emprunt de 1868, émis à 487 fr. 50, remboursable à 500 fr. par Obligations, coûte à la Ville fr. 517.376 25

L'annuité de l'emprunt de 1877, émis aux mêmes conditions, coûte de son côté . . . 445.678 75

Ensemble. . . fr. 963.055 »

L'année prochaine, il restera à rembourser sur ces deux emprunts un capital de 14,348,000 fr.

Un emprunt de 20 millions à 4,05, amortissable en cinquante ans, demande une annuité de 939,311 fr. Il nous restera donc, en faisant cette conversion, un boni annuel de 23,744 fr. Nous rembourserons les 14,348,000 fr. restant dus, et nous aurons une somme nouvelle de 5,652,000 fr. Il y a encore lieu de prélever sur cette dernière somme les frais d'impression, de timbres, d'échange de titres, etc. J'évalue qu'il nous restera une somme encore supérieure à 5 millions, et comme il ne nous faut que 4,966,350 fr., l'opération nous permettra de faire nos travaux de voirie les plus urgents et de construire notre petit Lycée, dont la nécessité n'est plus à démontrer, sans augmenter en quoi que ce soit les charges présentes de nos concitoyens, et en reculant l'extinction de nos emprunts de 1868 et de 1877 jusqu'en 1932, c'est-à-dire en reportant la dernière annuité du premier à trente-trois ans et celle du second à douze ans plus tard.

Cette opération est licite et inattaquable en droit; car, comme tout autre débiteur, la Ville peut rembourser ses créanciers en abandonnant la prime promise. Cette prime, qui est de 12,50 par Obligation, soit pour 28,696 Obligations, qui resteront dues l'année prochaine, une somme de 358,700 fr., aurait dû être payée de toute façon; ce n'est donc pas une perte pour la Ville, mais seulement une anticipation de paiement.

En ce qui concerne les nouvelles écoles et les Facultés à créer ou à achever, que M. le Maire nous dit devoir coûter 9,700,000 fr. environ, dont il espère la moitié en subventions de l'Etat, je suis, comme lui, d'avis que nous nous adressions à la Caisse des écoles pour obtenir des prêts, au fur et à mesure de nos besoins, jusqu'à concurrence de 4,850,000 fr., somme à notre charge. D'après cela, il faudra de nouvelles ressources annuelles de 242,500 fr. lorsque le tout sera achevé; mais comme nous allons évidemment ne faire ces constructions que partie chaque année, je crois que nous pouvons compter sur la progression naturelle de nos recettes de toute nature, et que, si nous avons quelques taxes à créer, elles seront de peu d'importance.

A cette occasion, je rappelle une idée qui a déjà été soumise à l'appréciation de la Commission des finances par M. MARIAGE, notre honorable collègue, et que j'ai appuyée fortement. Cette idée consiste à établir une taxe au profit des pauvres; ce qui nous ferait rentrer en possession des sommes que nous prélevons chaque année sur nos ressources ordinaires pour combler le déficit du Bureau de bienfaisance. Je pense que nous pourrions établir cette taxe progressivement sur ceux de nos concitoyens dont la cote mobilière dépasse 500 fr. J'espère que l'esprit, qui prédominera dans la nouvelle Chambre, qui sortira des prochaines élections, sera suffisamment démocratique pour obtenir cette taxe juste et équitable, qui enlèvera aux gens aisés un peu de leur superflu pour le donner aux malheureux qui manquent du nécessaire. Mais si je suis trompé dans mon attente et si cette nouvelle Chambre refuse cette innovation d'une taxe qui existe dans l'aristocratique Angleterre, il nous restera d'autres propositions à faire, quelques réformes dans les dépenses, et surtout la progression normale de nos recettes.

En résumé, je propose, pour le moment, de convertir les deux emprunts de 1868 et de 1877 en un seul emprunt amortissable en cinquante ans, à 4 fr. 05 d'intérêts, sauf meilleures conditions, si possible. Nous émettrions publiquement, et sans intermédiaires, 40,523 Obligations 4 pour 100 : 500 à 493 fr. 80, ou, suivant les demandes des souscripteurs, 202,532 Obligations de 100 fr. 4 pour 100 à 98 75. Nous donnerions un droit de préférence aux détenteurs actuels des emprunts de 1868 et 1877, titre contre titre.

D'après l'état du marché des capitaux et d'après les renseignements que j'ai pris de plusieurs côtés, je crois que cette émission serait largement couverte.

N.º 3. — Projet présenté par M. MARIAGE

Notre emprunt de 8,000,000 réalisé en 1877, a suffi pour solder tous les travaux exécutés jusqu'à ce jour; nous avons même un reliquat disponible de 1,316,100 fr.; mais il reste beaucoup à faire pour compléter la transformation de la ville agrandie.

Pensant, avec juste raison, qu'il n'est pas prudent d'attendre l'épuisement complet de ce reliquat pour créer les ressources nécessaires à la continuation de nos grands travaux, l'Administration municipale, dans la séance du 3 Mai dernier, nous a présenté un rapport indiquant les sources auxquelles nous pouvons demander un accroissement de revenus, à savoir :

1.° La révision des tarifs d'octroi;

2.° L'étude des voies et moyens pour contracter un emprunt de 12,000,000 fr. par la conversion de la dette municipale.

La Commission des finances s'occupait de la révision des tarifs d'octroi lorsque, dans la séance du 10 courant, M. GAVELLE présenta un projet de conversion des emprunts à lots 1860 et 1863 et le remboursement immédiat de celui de 1874, contracté à la Caisse des dépôts et consignations.

Le Conseil municipal ayant renvoyé le projet de notre honorable collègue à la Commission des finances pour être examiné, tout travail cessant, le moment est venu pour nous de résoudre le problème de la conversion de nos emprunts, que j'ai eu l'honneur de poser il y a quatre ans.

Je viens, à mon tour, vous soumettre différents projets basés sur l'unification de nos emprunts, à l'exception toutefois de celui de 1874 (2,000,000 fr. payables en douze annuités) pour lequel M. le Directeur de la caisse des dépôts et consignations n'admet pas le remboursement par anticipation; question douteuse qui demanderait à être discutée? Mais à la veille de solliciter du Gouvernement la conversion totale ou partielle de nos emprunts, il n'est pas prudent de soulever un conflit avec un de ses plus hauts fonctionnaires. Aussi je vous propose de ne pas toucher à cet emprunt qui doit s'éteindre en 1887, vous verrez plus loin comment cette annuité de 225,600 fr. pourrait être employée.

Prévoyant le cas où il ne serait pas possible d'unifier nos emprunts de 1860 et 1863 à lots, avec ceux de 1868 et 1877 sans lots, je les décompose en deux conversions distinctes, *en donnant toutefois mes préférences à cette dernière pour laquelle nous ne pouvons éprouver la moindre difficulté*, et si la possibilité de convertir ces quatre emprunts était admise, il suffirait de réunir ces deux conversions. Aussi est-ce par là que je terminerai. Mais avant, il est bon d'examiner la *durée* et le *taux* auxquels nous pouvons espérer emprunter.

DURÉE. — Monsieur le Ministre de l'intérieur, consulté à ce sujet, à la fin de l'année dernière, par l'Administration municipale, répondit: « Le délai maximum admis pour l'amortissement des emprunts contractés par les communes n'a pas dépassé, jusqu'ici, quarante ou quarante-cinq ans. Ce dernier terme n'est même admis que dans des circonstances tout exceptionnelles, lorsqu'il s'agit de pourvoir à des besoins tout-à-fait urgents et que la situation financière de la Ville l'exige impérieusement. »

Une exception a été faite en faveur de la ville de Paris, qui, en vertu de lois spéciales, a été autorisée à rembourser des emprunts en soixante ans. La ville de Rouen a pu obtenir, pour son dernier emprunt de 45,000,000 fr., le remboursement en cinquante annuités. Mais à part ces deux exceptions, nous voyons les villes de Bordeaux et de Marseille n'obtenir que quarante ans. Cependant, en faisant ressortir les lourds sacrifices imposés à Lille comme ville frontière, je ne doute pas que la faveur obtenue par la ville de Rouen nous soit également accordée.

C'est donc sur cinquante annuités que mes calculs sont basés.

TAUX. — En 1877 la rente française 3 pour cent était à 70 fr.; elle rapportait un intérêt de 4,25. Nous avons alors réalisé notre emprunt de 8,000,000 à 4,82 pour cent.

Aujourd'hui le 3 pour cent est à 86,50 il ne rapporte plus que 3,50 d'intérêt. Il y a donc lieu de supposer qu'un emprunt rapportant 4 pour cent d'intérêt plus 0,65 c. pour l'amortissement serait très-favorablement accueilli par les capitalistes.

Les villes de Bordeaux et de Marseille ont réalisé leurs derniers emprunts à 4 pour cent; Rouen a traité cette année avec le Crédit foncier au taux de 4,05 pour cent. J'estime qu'en se passant d'intermédiaire, en s'adressant directement au public, un emprunt de toute sécurité rapportant 4 pour cent d'intérêt serait très-vite souscrit.

Telles sont les raisons qui m'ont déterminé à calculer sur cet intérêt pour la conversion de nos emprunts.

Conversion des Emprunts à lots de 1860 et 1863

La conversion des emprunts à lots de 1860 et 1863 pourrait se faire de la manière suivante :

Chaque obligation, remboursée à 100 fr. recevrait un récépissé rappelant le n.° du titre, elle participerait

ainsi aux tirages périodiques des lots absolument comme si la conversion n'avait pas eu lieu. Il s'agit pour cela d'ajouter à la nouvelle annuité la somme des lots devant être tirés, jusqu'en 1892 pour l'emprunt de 1863, et jusqu'en 1902 pour celui de 1860.

Après les tirages des 1.^{er} Août et 1.^{er} Septembre prochain, il restera de ces deux emprunts 160,480 obligations représentant à 100 fr. un capital de 16.048,000 fr.

Actuellement ces deux emprunts nécessitent une annuité de 1.364.858 »

Le remboursement du capital, à l'aide d'un emprunt à 4 pour cent d'intérêt amortissable en cinquante ans, exigerait une annuité de 747.037 »

Lots à payer jusqu'en 1892. 136.400 » 883.437 »
de 1892 à 1902 l'annuité serait de 850 237.

à partir de 1902 elle ne serait plus que de 747.037.

En comptant sur la plus forte annuité, différence en moins. 481.421 »
avec cette différence on pourrait amortir en cinquante ans, à 4 pour cent d'intérêt, un emprunt de 10.250.000 francs.

Conversion des Emprunts de 1868 et 1877

Après les tirages des 15 Septembre et 1.^{er} Décembre prochain il restera 28,696 obligations à 500 francs. soit 14,348,000 francs.

Actuellement ces deux emprunts nécessitent une annuité de 964.071 »

Le remboursement du capital : 14,348,000 francs, à l'aide d'un emprunt amortissable en cinquante ans, intérêt à 4%, exigerait une annuité de 667.902 »

Différence en moins. 296.169 »

Avec cette différence : 296,169 francs, on pourrait amortir en cinquante ans, à 4 %, une somme de 6,450,000 francs.

Unification des Emprunts de 1860, 1863, 1868 et 1877

Le capital dû au 1.^{er} Janvier 1882 sera de. 30.396.000 »

Actuellement, ces quatre emprunts exigent une annuité de 2.328.925 »

Pour le remboursement du capital : 30,396,000 fr., à l'aide d'un emprunt amortissable en cinquante ans, à 4 pour 100, il faudrait

une annuité de 1.414.940 »

Lots à payer jusqu'en 1892. 136.400 »

1.551.340 »

L'annuité de 1892 à 1902 serait de. 1.414.940 »

Lots à payer jusqu'en 1902. 103.200 »

1.518.100 »

A partir de 1902, l'annuité serait de 1.414.940 »

En calculant sur la plus forte annuité. 1.551.340 »

Différence en moins 777.585 »

avec laquelle, en cinquante ans, à 4 pour 100, on pourrait amortir un emprunt de 16,700,000 fr.

RÉSUMÉ

En supposant que nous ne puissions convertir que nos emprunts de 1868 et 1877, nous pourrions alors réaliser un emprunt de 6,400,000 fr. pour continuer, jusqu'en 1887, les travaux les plus urgents.

A partir de 1887, l'emprunt de 1874 sera amorti et laissera disponible une somme de 225.600 »

La dernière subvention accordée à la Faculté de médecine aura lieu également en 1887;

nous aurons donc encore une somme disponible de 200.000 »

Total. 425.600 »

somme qui nous permettrait d'emprunter 9,000,000 de francs.

Enfin, à partir de 1892, notre emprunt de 1863, étant amorti, laissera disponible une annuité de 458,000 fr., c'est-à-dire de quoi payer l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt d'environ 10,000,000 de francs.

Il est donc démontré que nous pourrions emprunter :

En 1882.	6.000.000 »
En 1887.	9.000.000 »
En 1892.	10.000.000 »
	<hr/>
	25.000.000 »

sans augmenter les charges de nos contribuables.

Ces emprunts échelonnés, tout en permettant de réaliser 25,000,000 francs, ne grèveraient nos dépenses extraordinaires des annuités actuelles (2,554,000 fr.) que pendant vingt et un ans; car, à partir de 1902, elles ne seraient plus que de 1,633,000 jusqu'en 1932.

Le projet de notre honorable collègue, M. BASQUIN, donnerait immédiatement 20,000,000 francs à dépenser; mais la lourde annuité actuelle (2,554,000 fr.) devrait être inscrite à notre budget pendant cinquante ans, c'est-à-dire jusqu'en 1932.

Poser la question, c'est la résoudre.

Ces deux derniers projets étant à peu près semblables, M. GRANDEL a renoncé au sien pour se rallier à celui de M. MARIAGE.

Nous commençons donc par examiner la combinaison présentée par M. BASQUIN, qui, d'après notre honorable collègue, a été adoptée, en Février dernier, par le Conseil général pour la conversion de l'emprunt de 15,000,000 fr. contracté en 1870 par le Département du Nord.

Son projet consiste à traiter avec une société financière, qui se substituerait à la Ville, pour payer l'intérêt et l'amortissement de nos divers emprunts, de façon à ne pas modifier la position des porteurs de titres qui continueraient à recevoir, aux époques déterminées, intérêts, capital et lots, jusqu'à l'extinction complète des emprunts, savoir :

Date des émissions	Dernières annuités
1860	1902
1863	1892
1868	1899
1874	1887
1877	1920

De plus cet établissement verserait immédiatement à la Ville les 20,000,000 fr. dont elle a besoin pour terminer ses grands travaux de voirie. Celle-ci, de son côté, s'engagerait à payer pendant cinquante ans l'annuité de 2,554,000 fr. actuellement inscrite à son budget pour l'amortissement de ses cinq emprunts.

La Société financière, qui traiterait avec la Ville sur cette base, placerait certainement dans le public des obligations jusqu'à concurrence des 20,000,000 fr., mais elle aurait à en supporter seule les intérêts et l'amortissement, soit 931,000 fr. jusqu'en 1887, pour voir cette perte diminuer au fur et à mesure de l'extinction de nos emprunts.

A l'annuité payée par la Ville pendant cinquante ans. 2.554.000 fr.

La Compagnie financière devrait ajouter pour l'intérêt et l'amortissement

des 20.000.000 fr. 931.000 fr.

Total 3.485.000 fr.

Le tableau suivant donnera approximativement (1) un aperçu de l'opération :

ANNÉES	Annuités à payer	Différence en plus	Différence en moins	Nombre d'années	Pertes sur l'opération	Bénéfices sur l'opération
1882 à 1886	3.485.000	931.000	—	5	4.655.000	—
1887	3.305.000	751.000	—	1	751.000	—
1888 à 1892	3.260.000	706.000	—	5	3.530.000	—
1893 à 1898	2.802.000	248.000	—	6	1.488.000	—
1899	2.546.000	—	8.000	1	—	8.000
1900 à 1901	2.288.000	—	266.000	2	—	532.000
1902	1.831.000	—	723.000	1	—	723.000
1903 à 1919	1.377.000	—	1.177.000	17	—	20.009.000
1920	1.154.000	—	1.400.000	1	—	1.400.000
1921 à 1931	931.000	—	1.623.000	11	—	17.853.000
				50	10.424.000	40.525.000
					Pertes à déduire.	10.424.000
					Bénéfices sur l'opération.	30.000.000

Cette Société financière perdrait donc 10,000,000 fr. dans les dix-huit premières années ; mais à partir de 1900, nos emprunts étant en grande partie amortis, elle commencerait à réaliser des bénéfices qui, au bout de cinquante ans, formeraient un chiffre rond de

(1) Les intérêts des intérêts n'ont pas été rigoureusement calculés.

30,000,000 fr. : l'opération serait par conséquent désastreuse pour nos successeurs. Cependant, malgré les bénéfices qu'elle offrirait, votre Commission des finances estime que pas un établissement sérieux n'accepterait une semblable combinaison.

En effet, Messieurs, les Compagnies financières ne s'occupent que des opérations offrant des bénéfices faciles à réaliser dans un délai rapproché ; cette condition est indispensable pour permettre à ces Compagnies de donner, chaque année, des dividendes à leurs actionnaires et d'augmenter ainsi la plus-value de leurs titres. Quelle est donc la Société financière qui, en vue de réaliser un bénéfice de 30,000,000 fr. dans une période de trente années, ne commençant que dans vingt ans, consentirait à perdre 10,000,000 fr. d'intérêts dans les premières années de l'opération ?

Quant à assimiler la combinaison de M. BASQUIN à celle qui a été adoptée en Février dernier par le département du Nord, il suffit de les examiner pour s'apercevoir qu'elles diffèrent complètement :

J'ai étudié avec le plus vif intérêt la combinaison financière proposée au Conseil général par M. le Préfet, elle fait le plus grand honneur aux connaissances administratives de ce haut fonctionnaire.

Son traité, passé avec le Crédit du Nord, est excessivement avantageux pour le Département, il permettra d'équilibrer ses budgets, menacés de déficits jusqu'en 1887, malgré une dépense extraordinaire de 10,760,000 fr. votée par le Conseil général, pour l'extension des réseaux de chemins d'intérêt commun et de chemins vicinaux ordinaires.

Au lieu de demander 20,000,000 fr., comme le fait la Ville, le Département au contraire a versé dans la caisse du Crédit du Nord 3,000,000 fr. dont il n'avait pas l'emploi immédiat, sur lesquels il aurait dû perdre les intérêts : les Départements, vous le savez, Messieurs, sont tenus de verser au Trésor tous leurs fonds disponibles sans toucher le moindre intérêt.

Notre Département, par suite du remboursement de 3,600,000 fr. que lui a fait l'Etat, se trouvait donc dans l'alternative de perdre 120,000 fr. d'intérêts chaque année, ou bien, de compromettre ce capital dans des travaux qui ne seraient pas suffisamment étudiés. C'est du moins ce qui ressort du rapport adressé par M. le Préfet au Conseil général.

Les raisons développées ci-dessus ont déterminé la Commission des finances à repousser le projet de M. BASQUIN, tout en lui adressant ses plus sincères remerciements pour les peines qu'il s'est données dans le but de trouver les ressources nécessaires à l'achèvement de nos grands travaux de voirie.

Il ne me reste plus, Messieurs, qu'à vous soumettre les raisons qui ont décidé la Commission des finances à adopter le projet de conversion que j'ai eu l'honneur de lui présenter.

Permettez-moi d'en rappeler d'une façon succincte toute l'économie.

Après avoir fixé dans ma combinaison la durée de l'emprunt à cinquante années et le taux à 4 pour 100, plus 0 fr. 65 pour l'amortissement, conditions obtenues par la ville de Rouen pour son emprunt de 45,000,000 réalisé l'année dernière, j'ai, d'accord avec l'Administration municipale, indiqué comme possible la conversion de nos emprunts à lots de 1860 et 1863, en remboursant les Obligations au pair (100 fr.) et en échangeant en même temps lesdites Obligations contre des récépissés rappelant les numéros des titres, afin de les faire participer aux chances des tirages, aux époques déterminées lors de l'émission, comme si l'unification de ces emprunts à lots n'avait pas eu lieu.

Cette manière d'opérer sauvegardait certainement la situation des porteurs d'Obligations; mais, dans ma pensée, cette combinaison ne devait être adoptée que dans le cas où la conversion des quatre emprunts de 1860, 1863, 1868, 1877, aurait été reconnue indispensable.

Telle n'est pas mon opinion. Aussi n'ai-je défendu devant la Commission des finances que le résumé de mon projet, c'est-à-dire la conversion des emprunts de 1868 et 1877, qui, en donnant une économie de 296,000 fr. sur les annuités actuelles, permettrait de réaliser une somme de 6,450,000 fr., supérieure à celle de 14,350,000 fr. nécessaire au remboursement des Obligations de 1868 et 1877.

L'opération se résume comme suit :

Pour le remboursement de 28,696 Obligations à 500 fr.	14.348.000 fr.
Somme à réaliser avec l'annuité 296,000 fr.	6.450.000
	<hr/>
La somme à emprunter serait de.	20.798.000 fr.

A cet effet, il pourrait être créé 42,000 Obligations de 495 fr., remboursables à 500 fr. en cinquante années.

Aussitôt la souscription publique annoncée, les Obligations des emprunts de 1868 et 1877, cotées en Bourse 507 et 512 fr., étant menacées d'un remboursement au pair, tomberaient fatalement à 500 fr.; les porteurs de ces titres, pour toucher la prime de 5 fr., s'empresseraient de les échanger contre des Obligations du nouvel emprunt. Au besoin, on pourrait, lors de la répartition, accorder la priorité aux anciens titres et même déclarer qu'ils ne seraient pas réductibles.

Cette combinaison aurait pour résultat de mettre à la disposition de la Ville 6,400,000 fr., qui, avec les 1,300,000 fr. actuellement en caisse, permettraient de consacrer chaque année, jusqu'en 1887, une somme de 1,500,000 fr. aux travaux les plus urgents.

A partir de 1887, l'emprunt de 1874 laissera disponible une somme de 225.600 fr.

La Ville n'aura plus à subventionner la Faculté de médecine d'une
somme de. 200.000

Total. 425.600 fr.

annuité qui permettrait d'emprunter à nouveau une somme de 9,000,000 fr. et, par conséquent, de dépenser chaque année 1,800,000 fr., à partir de 1888 jusqu'en 1892.

Enfin, si ces 15,000,000 ne suffisaient pas pour achever tous nos travaux, une nouvelle ressource sera disponible en 1892; l'emprunt de 1863, également amorti, laissera disponible une somme de 458,000 fr. pouvant encore être appliquée à un emprunt de près de 10,000,000 francs.

Il est donc démontré que, d'ici dix ans, la Ville pourrait, si les besoins l'exigeaient, emprunter 25,000,000 francs sans augmenter d'un centime les charges de ses contribuables. Ces emprunts échelonnés, tout en permettant de réaliser cette somme importante, ne grèveraient son budget de l'annuité payée actuellement, 2,554,000 francs, que pendant vingt ans; car, à partir de 1902, l'intérêt et l'amortissement des emprunts n'exigeraient plus qu'une somme de

1.633.000 fr. de 1902 à 1932

1.200.000 fr. de 1933 à 1937

750.000 fr. de 1938 à 1942

La Commission des finances vous propose ce système d'emprunts échelonnés dans l'intérêt même de la bonne édification des travaux qui, exécutés en dix années, seront bien étudiés, bien dirigés et surtout bien surveillés. En serait-il de même si, recevant tout-à-coup 25,000,000 fr., la Ville voulait, pour éviter des pertes considérables d'intérêts, exécuter tous ses travaux à la fois ?

Le personnel actuel, employé aux travaux municipaux, suffit pour diriger annuellement 1,500,000 à 2,000,000 fr. de constructions. Dans la seconde hypothèse, il faudrait doubler et même tripler ce service, sauf à renvoyer les employés dans quelques années, quand tout serait terminé. Quelle confiance pourrions-nous avoir dans un personnel attaché provisoirement aux travaux municipaux ?

Une des principales raisons qui ont déterminé la Commission des finances à accepter mon projet, c'est qu'il réserve l'avenir.

Nos successeurs seront certainement mieux placés que nous pour décider si l'emprunt, indiqué comme pouvant se faire en 1892, devra être réalisé. Peut-être alors trouveront-ils des ressources suffisantes dans l'augmentation de la population : conséquence probable des 15,000,000 fr. qui, d'ici là, auront été affectés à l'assainissement des quartiers populeux; au

pavage des voies publiques ouvertes à la circulation; à la couverture de nos canaux intérieurs et au perfectionnement de nos égouts; à l'élargissement des rues trop étroites, tortueuses et malsaines de l'ancienne Ville, pour mieux les approprier aux exigences de la circulation; en un mot, en donnant partout et à profusion, l'air et la lumière. L'achèvement de nos écoles et asiles, l'organisation de l'enseignement à tous les degrés, au moyen d'emprunts à la Caisse des Ecoles et des Lycées, sont des améliorations morales sur lesquelles nous devons également compter pour augmenter considérablement notre population.

Il y a encore lieu d'espérer des excédants de recettes dans le produit de la distribution d'eau, lorsque les nouveaux quartiers seront couverts d'habitations. La création projetée d'un Marché couvert pour les bestiaux; d'un Entrepôt pour les vins et spiritueux, de même que la réorganisation de l'Entrepôt des douanes et de l'Entrepôt des sucres, seront encore des sources de revenus que nous aurons préparées à nos successeurs.

Nous pouvons donc envisager l'avenir avec sécurité et suivre l'exemple qui, depuis 1870, nous a été donné par des Municipalités Républicaines; avec une communauté de vues et de l'énergie dans nos résolutions, nous ferons certainement de Lille la première ville de France après Paris: notre arrondissement n'a-t-il pas conquis le premier rang, grâce à l'esprit laborieux de sa population et à la vitalité de son commerce et de son industrie?

Vous ne faillirez pas à cette tâche, Messieurs; elle incombe aux véritables partisans du progrès.

Aussi est-ce avec une entière confiance que j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de la Commission des finances, de demander au Gouvernement l'autorisation de contracter un nouvel emprunt de 20,800,000 fr., remboursable en cinquante ans, au taux de 4 pour 100, non compris l'amortissement, afin de rembourser au pair les emprunts de 1868 et 1877. Nous laisserons à nos successeurs le soin de réaliser ceux que nous avons indiqués pour 1887 et 1892.

M. MARIAGE ajoute à son rapport les développements suivants :

Depuis deux mois que ce rapport est déposé, cinq projets nouveaux ont surgi. Trois ont été présentés par MM. CHASTEL et MONT-LAURENT, un par M. GAVELLE et un par l'Administration municipale.

La Commission des finances, qui pensait que cette question de ressources aurait été discutée plus tôt, m'a chargé de vous exposer sommairement les motifs qui lui ont fait refuser à l'unanimité tous les projets déposés jusqu'à ce jour.

Les trois projets de MM. CHASTEL et MONT-LAURENT reposent sur la conversion des quatre emprunts de 1860, 1863, 1868 et 1877, avec remboursement par anticipation des

lots escomptés à trois pour cent. Pour escompter ces lots, il faudrait d'abord obtenir le consentement des porteurs d'obligations, ce qui n'est pas facile. D'un autre côté, la Ville ferait un emprunt de 50.000.000 fr., sur lequel il lui resterait 20.000.000 francs.

La Commission des finances a pensé qu'une somme aussi importante, disponible immédiatement, serait un embarras pour la Ville, qui se verrait obligée de confier ses fonds au Trésor pendant cinq ou dix ans. Elle paierait quatre pour cent d'intérêt et ne recevrait que deux pour cent, d'où une perte considérable dont il faut tenir compte.

Le premier projet de MM. CHASTEL et MONT-LAURENT, consiste à faire un emprunt à lots. Nous connaissons l'avis du Gouvernement à ce sujet; il n'y est nullement favorable. Depuis 1871, beaucoup de villes ont sollicité du Gouvernement l'émission d'emprunts à lots et elles ont échoué.

M. GAVELLE. — La ville de Lyon en a contracté un en 1880.

M. MARIAGE. — Dans tous les cas, je pense que ce serait se faire illusion que de croire que l'on obtiendrait facilement l'autorisation du Gouvernement. Toutefois, si le Conseil décide qu'on demandera cette autorisation, la Commission des finances émettra un avis favorable, parce que les emprunts à lots se font à trois pour cent. Le refus présumé du Gouvernement est un des motifs qui a fait rejeter par la Commission cette première combinaison. D'un autre côté, un emprunt contracté dans de pareilles conditions, aurait l'inconvénient de laisser exister pendant cinquante ans une annuité de 2.300.000 francs.

Le second projet de MM. CHASTEL et MONT-LAURENT repose sur la réalisation d'un emprunt de 50.000.000 fr. ne rapportant pas d'intérêts. Les souscripteurs auraient une compensation dans le remboursement en cinquante années, c'est-à-dire que des actions émises à 100 fr. seraient remboursées à 200 fr. Il en résulterait que tous ceux qui ont besoin de l'intérêt de leur argent pour vivre, ne pourraient pas prendre part à cette souscription. La Commission a donc cru devoir repousser cette combinaison qui, dit-on, a été appliquée à Roubaix.

Les auteurs du troisième projet reconnaissent qu'il n'est pas applicable. Par conséquent nous n'avons pas cru devoir l'étudier, et nous n'en parlerons pas. Les combinaisons des trois projets de MM. CHASTEL et MONT-LAURENT ont donc été repoussées à l'unanimité par la Commission des finances.

Je passe au projet de M. GAVELLE. Deux objections ont été faites.

M. GAVELLE propose un emprunt de 24.000.000 fr. à quatre pour cent. L'amortissement de cet emprunt commencerait en 1890 et durerait pendant les quarante dernières années. M. GAVELLE a échelonné le versement des souscriptions en huit ans, à raison de 3.000.000 par an. Cette combinaison serait donc détruite si l'on acceptait les versements par anti-

cipation. Je me demande si, dans de semblables conditions, ceux qui ont de l'argent disponible pourraient prendre part à cet emprunt. Je suppose que vous ayez 10.000 fr. à placer. Avec la combinaison de M. GAVELLE, vous seriez obligé de prendre 204 obligations et de vous engager à faire des versements de 10.000 fr. pendant huit ans, ou bien il faudrait que la seconde année vous vendiez vos titres. Si nous étions à Paris, nous trouverions peut-être des gens disposés à acheter pour revendre quelques mois après, quand l'emprunt a fait prime. Mais ici, ce n'est pas possible, les emprunts de ville n'offrent pas matière aux spéculations. Sur qui peut-on compter pour souscrire à un emprunt, si ce n'est que sur ceux qui ont de l'argent disponible? Qui donc est sûr de faire des économies pendant huit ans? personne! De sorte que vous n'aurez pour souscripteurs de vos 24.000.000 fr. que ceux qui espèrent pouvoir réaliser des économies pendant huit ans; vous risquez fort d'échouer. Mais là n'est pas le point le plus grave; M. GAVELLE ne dit pas avec quoi il paiera les intérêts des 3.000.000 fr. qui seront versés chaque année. Je vois bien que la première année, en 1882, il paiera 120.000 fr.; en 1883, 240.000 fr.; en 1884, 360.000 fr.; etc., et ainsi de suite jusque 960.000 fr. en 1889. Mais M. GAVELLE n'indique pas où il prendra l'argent. Il vous dit : l'octroi augmente chaque année de 100.000 fr.; c'est très-bien. Mais cette somme est nécessaire pour équilibrer le budget. Je vois qu'en 1881 le produit de l'octroi figurait pour une somme de 3.500.000 fr.; en 1882, pour une somme de 3.610.000 f. c'est-à-dire 110.000 fr. de plus que l'année précédente. Par conséquent, cette somme de 110.000 fr. est bel et bien prévue par l'Administration, qui en même temps a dû porter 100.000 fr. de dépenses nouvelles indispensables, puisque son budget se solde par un faible excédant de 10.000 fr.; mais tout n'a pas été prévu : vous avez décidé l'année dernière que vous feriez une fête le 14 Juillet. Eh bien! cette fête, qui n'est pas inscrite sur le budget de 1882, a coûté, en 1881, 58.000 fr. D'autre part, êtes-vous sûrs de vendre cette année pour 200.000 fr. de terrain ainsi que cela a été prévu? Il y a certainement d'autres prévisions qui ne se réaliseront pas. En 1877, nous avons contracté un emprunt de 8.000.000 fr., sur lequel il reste disponible 1.300.000 fr. Savez-vous à quoi il a été employé? 1.^o à faire des constructions d'une valeur de 3.500.000 fr.; 2.^o à payer 2.200.000 fr. de dettes anciennes, et le 1.000.000 fr. restant à équilibrer nos budgets. Et c'est tellement vrai que l'Administration de M. DUTILLEUL s'est préoccupée de cette situation, et qu'elle a voulu vous faire voter des centimes additionnels pour équilibrer ses budgets. Heureusement que nous avons des recettes plus importantes sur l'octroi; cela nous permettra dans l'avenir de faire face aux dépenses imprévues qui s'imposent fatalement. En basant un emprunt de 24 000.000 fr. sur des recettes qui nous sont aussi nécessaires pour parer à cet imprévu, M. GAVELLE a manqué à une notion élémentaire. Pour être autorisé à emprunter, il est nécessaire de faire connaître les ressources qu'on affecte au paiement des intérêts et à l'amortissement. C'est ce que M. GAVELLE n'a pas fait.

M. CRÉPY félicite M. le Rapporteur et tous ses collègues de la Commission et du Conseil, qui se sont occupés avec une ardeur si louable de l'importante question de la création des ressources. Mais il lui semble que les nombreux projets, qui ont été remis, se différencient tellement dans leurs conclusions et dans leurs manières de procéder, qu'il est difficile de les étudier individuellement et de voter séparativement sur chacun d'eux. Cette façon de faire amènera des lenteurs considérables. Nous arriverons donc avec beaucoup de peine à formuler une base d'opération.

Si j'ai bien compté, dit-il, nous sommes en présence de sept projets, émanant soit de la Commission des finances, soit de l'Administration, soit de Membres du Conseil, et de plusieurs autres dus à l'initiative privée. Il est certain que chacun ici défendra son projet avec vigueur, et comment pourrons-nous aboutir rapidement à une solution pratique ? Je pense que pour ne pas éterniser la discussion, il faut commencer par discuter les questions de principe. C'est par là qu'on commence généralement. Quand on se propose de bâtir une maison, de construire une machine, n'y prélude-t-on pas par la confection d'un plan ?

La première question, qui s'impose à notre examen, est celle-ci : de combien de millions avons-nous besoin actuellement ?

La seconde, la voici : doit-on, pour équilibrer les dépenses a un emprunt avoir recours à une augmentation de nos charges fiscales ?

Enfin, quel est le mode d'emprunt que nous devons adopter ?

Quand ces trois propositions auront été résolues, notre tâche sera bien simplifiée. A la faveur des divers projets qui nous ont été adressés, nous avons sous la main les éléments nécessaires pour en établir un nouveau, cadrant de tous côtés avec le vote que vous aurez émis, et nous procurant les ressources que vous aurez reconnu indispensable de recueillir.

M. J.-B. DESBONNET. — La Commission a répondu à la question posée par M. CRÉPY ; il s'agit d'une somme de 6.000.000 fr. à dépenser en cinq ans.

M. CRÉPY. — Je le sais bien, Mais M. GRANDEL en demande cinq, M. GAVELLE demande 24 000.000 fr. Il s'agit de savoir, en fin de compte, combien il en faut.

M. MARIAGE. — Il me reste à vous présenter nos observations sur le projet de l'Administration. Il est évident, tout d'abord, qu'elle comprend mieux les choses que l'honorable M. GAVELLE. Elle sait que pour être autorisé à emprunter, il faut mettre en regard les sommes dont on dispose ; aussi, en vous proposant un emprunt de 10.000.000 fr. dont l'amortissement annuel en cinquante ans, serait de 465.000 fr., elle prend soin d'indiquer les ressources à l'aide desquelles on pourrait servir cet amortissement. Ces ressources se traduisent comme suit :

- 1.^o Trois centimes additionnels au principal des quatre contributions, soit 78.000 francs.
- 2.^o Unification des octrois de la Ville et de la banlieue, 117.000
- 3.^o Légère augmentation de taxes sur des produits non-imposés jusqu'ici, 180.000

Total, 375.000 francs.

Il faut 465.000 fr. pour l'amortissement.

L'Administration compte, pour compléter la somme, sur l'exonération des frais de gestion de la Faculté de médecine. Le Conseil s'est-il prononcé sur cette question ? Je sais que l'Administration est en pourparlers avec l'Etat, mais je demande si le Conseil municipal a décidé en principe qu'il achèverait toutes les constructions de la Faculté de médecine, afin d'être exonéré des 200.000 fr. qu'il doit payer pendant six ans encore ? On ne peut donc pas compter sur ces 200.000 fr. Le projet de la Commission des finances me paraît bien préférable. Elle n'a pas toutefois de parti-pris. Elle aurait accepté un projet d'un membre étranger à la Commission, et je dirai même d'une personne étrangère au Conseil, du moment où ce projet lui aurait paru profitable aux intérêts de la Ville. Elle est persuadée que nous ne pouvons pas charger nos contribuables de nouveaux impôts. Avec le système qu'elle vous propose, elle fera face aux dépenses qui nous sont nécessaires.

Je vous ai fait connaître les objections de la Commission sur les différents projets qui lui ont été soumis. J'attendrai maintenant la discussion avant de prendre à nouveau la parole.

*
* *

M. GAVELLE. — Je vous demanderai la permission de vous mettre sous les yeux mon projet tel que je l'ai conçu, et de vous donner lecture du contre-rapport que j'ai cru devoir rédiger.

MESSIEURS,

J'ai cru devoir, en raison de l'importance de la question qui vous est soumise, répondre par un contre-rapport écrit, au rapport présenté par M. MARIAGE sur le projet de création de ressources nouvelles.

M. le Rapporteur me permettra tout d'abord d'exprimer mon étonnement de ce que mon projet, dont il fait la critique, soit le seul qu'il n'ait pas cru devoir reproduire dans son rapport. S'il l'avait reproduit comme les autres, le Conseil municipal verrait que j'avais répondu par avance aux objections qui me sont faites.

Quelles sont, en effet, ces objections?

C'est d'abord le refus du Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations d'accepter le remboursement du reliquat de l'emprunt de deux millions contracté par la Ville en 1874. Or ce refus, ainsi que l'avis du Ministre à ce sujet, sont visés dans les considérants de mon projet, et j'y donne les motifs pour lesquels je pense qu'on peut passer outre à la prétention du Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations.

A ce propos M. MARIAGE ajoute, en note, que j'oublie dans mon projet de déduire de la somme à rembourser à la Caisse des Dépôts et Consignations les intérêts et l'*amortissement* pendant six ans; or les six annuités de cet emprunt, restant à payer au 1.^{er} Janvier prochain, s'élèvent ensemble à 1,173,384 fr. 26 c., tandis que la somme de 733,000 fr. que j'indique comme restant due au 15 Septembre dernier, ne comprend que le capital dû à cette époque: je déduis donc bien les intérêts. Quant à l'*amortissement* que j'aurais dû déduire, suivant M. MARIAGE, j'avoue ne pas comprendre ce qu'il entend par là.

La deuxième objection faite à mon projet est tirée de l'avis du Ministre sur la fusion des emprunts; or cet avis est encore visé dans mes considérants, et réponse y est faite.

Vient enfin l'objection tirée du mauvais vouloir supposé des porteurs de titres de nos emprunts de 1860 et 1863, qui, suivant M. le Rapporteur, pourraient se trouver lésés par ma combinaison, alors que les chiffres démontrent jusqu'à l'évidence qu'elle leur serait très-favorable.

Je ne reproduirai pas ici ces chiffres que vous avez eu sous les yeux quand mon projet vous a été distribué: l'opinion de chacun doit être faite à ce sujet.

Je persiste à croire, Messieurs, que la réalisation de mon projet tout entier eût été, non-seulement possible, mais facile, s'il eût rencontré, comme je l'espérais, une approbation unanime de la part de l'Administration, et dans le sein du Conseil municipal. Mais je ne puis me dissimuler qu'en raison des divergences d'opinion qui se sont produites à ce sujet, et de la multiplicité des projets financiers qui ont vu le jour depuis, le succès de l'opération que j'avais conçue se trouve aujourd'hui compromis.

L'opinion publique, en effet, mise en éveil par la publicité donnée à nos travaux, se préoccupe et s'inquiète de nos projets de conversion; les intéressés, sans aller au fond des choses, sont persuadés qu'ils ne peuvent que perdre à une combinaison où la Ville trouverait son compte. Chacun dit, à part soi: *Timeo danaos et dona ferentes*. Et ce sentiment, qui s'accroît chaque jour davantage, menace de frapper d'insuccès toute combinaison basée sur la conversion de tout ou partie de notre dette.

Préoccupé de cette idée, craignant que mon projet, tout favorable qu'il est aux intérêts de la Ville et à ceux de ses créanciers, ne rencontre ni dans le Conseil municipal, ni dans le public, l'accueil unanimement favorable sans lequel il ne peut aboutir; ne voyant dans

le projet de notre honorable collègue, M BASQUIN qu'une combinaison onéreuse, et d'ailleurs sans base solide, faute d'une société financière disposée à la réaliser; pénétré en outre de l'insuffisance et des dangers de la solution proposée par M. MARIAGE, j'ai cherché dans une autre voie, et j'espère que la combinaison à laquelle je me suis arrêté rencontrera l'assentiment général, au dedans comme au dehors de cette enceinte, puisqu'elle nous permettra, sans augmenter les charges de nos administrés et sans toucher à aucun de nos emprunts actuels, de faire un nouvel emprunt de 24,000,000 fr.

Mais avant de développer mon nouveau projet, je vous demande la permission de faire devant vous un court examen critique de ceux de M. BASQUIN et de M. MARIAGE (je ne parle pas de celui de M. GRANDEL, qui n'est en réalité qu'une réédition de celui de M. MARIAGE).

PROJET BASQUIN

Le projet de M. BASQUIN ne donnerait pas, comme le prétend M. MARIAGE, 30 millions de bénéfices, à beaucoup près, à la Société financière qui consentirait à le réaliser; le tableau par lequel M. MARIAGE fait ressortir ce chiffre est en effet complètement erroné.

La Société qui ferait l'opération recevrait de la Ville:

50 annuités de 2,555,606 fr., soit en capital au taux de 4 pour 100 l'an. 55.000.000 fr.

Elle aurait, par contre, à payer à la Ville en chiffres ronds:

Pour l'emprunt de 1860 :		
20 annuités 1/2 de 909,000 fr., soit en capital au taux		
de 4 pour 100 l'an	12.667.000 fr.	
Pour l'emprunt de 1863 :		
21 annuités de 458,300 fr., soit en capital à 4 %.	4.015.000	
Pour l'emprunt de 1868 :		
17 annuités 1/2 de 517,600 fr., soit en capital à 4 %	6.428.000	
Pour l'emprunt de 1874 :		
5 annuités 1/5 de 225,650 fr., soit en capital à 4 %	1.040.000	
Pour l'emprunt de 1877 :		
38 annuités 1/2 de 446,000 fr., soit en capital à 4 %	8.687.000	
Pour le nouvel emprunt :	20.000.000	
		52.837.000
Bénéfice pour la Société.		2.163.000 fr.

Tel serait, d'après les chiffres donnés par M. BASQUIN, le bénéfice à réaliser sur l'opération qu'il propose; il est loin des 30 millions dont parle M. MARIAGE; mais il est déjà beaucoup trop considérable, puisqu'il constituerait une commission de plus de 10 pour 100 sur les 20 millions empruntés. Et d'ailleurs, ce bénéfice, M. BASQUIN ne l'avait pas entrevu, Il n'est en réalité que le résultat d'une série d'erreurs dans le groupement des chiffres; car l'application de l'idée de M. BASQUIN devait conduire la Société qui la réaliserait à une opération blanche, aucun écart n'étant prévu entre le taux de l'intérêt payé par la Ville à ladite Société et celui payé aux souscripteurs du nouvel emprunt.

En effet, M. BASQUIN, pour déterminer le capital dont nous devrions nous reconnaître redevable envers la Société financière, établit pour chacun de nos emprunts ce que nous resterons devoir en capital au 1.^{er} Janvier prochain; il additionne tous ces chiffres, y ajoute en bloc tous les lots restant à tirer sur nos emprunts de 1860 et 1863, et arrive ainsi au total de 33,911,933 fr. 44 c.

Eh bien! M. BASQUIN commet ici autant d'erreurs qu'il pose de chiffres; il ne s'agit pas de savoir en effet ce que nous restons devoir à nos créanciers, mais bien de connaître la dette nouvelle que nous contracterions vis-à-vis de la Société qui prendrait à sa charge le service de nos annuités, ce qui est tout différent; de plus, les lots font partie de l'intérêt, et non du capital; ils ne devraient donc, en aucun cas, être ajoutés à ce dernier.

Que fallait-il donc faire pour appliquer l'idée de M. BASQUIN? Il fallait calculer successivement à quel capital, emprunté au taux de 4 pour 100 l'an, correspond chacune des annuités de nos différents emprunts, faire l'addition des chiffres trouvés et y ajouter le montant de l'emprunt à émettre (20 millions), ce qui donne en chiffres ronds un total de 52,837,000 fr. dont nous devrions nous reconnaître redevables vis-à-vis de la Société financière qui se substituerait à nous pour le paiement de nos diverses annuités, et nous ferait l'avance d'une nouvelle somme de 20,000,000 fr.

Mais alors, comme je le disais tout-à-l'heure, l'opération serait blanche pour la Société; et comme il est peu probable que la Ville rencontre des financiers disposés à faire une opération blanche, il faudrait ajouter au chiffre de 52,837,000 fr. la commission exigée; l'opération étant en chiffres ronds de 53,000,000 fr., c'est sur cette somme que serait calculée la commission à payer, quelqu'en soit le taux, au lieu de l'être sur les 20,000,000 fr. seulement qui seront mis à notre disposition. En sorte que si, par impossible, on rencontrait des financiers disposés à faire une opération aussi aléatoire que celle-ci, puisqu'elle les mettrait à découvert pendant dix-sept ans, elle serait, dans tous les cas, très-onéreuse pour la Ville.

PROJET MARIAGE

J'arrive maintenant au projet de M. MARIAGE, ou plutôt à la partie de son projet adoptée par la Commission des finances, et qui est seule défendue aujourd'hui par M. MARIAGE lui-même. C'est qu'en effet M. MARIAGE est trop versé dans les questions de finances pour n'avoir pas compris tout de suite que la première partie de son projet, qui faisait perdre annuellement à la Ville un pour cent sur 16,000,000 fr., soit 160,000 fr. par an, était insoutenable.

Mais alors que reste-t-il de ce projet ?

Je ne puis m'empêcher ici de songer à la fable de la montagne qui accouche d'une souris !

Nous avons 30,000,000 de travaux à faire ! on nous dit soyez tranquilles, j'ai un projet qui répond à tous les besoins ; et on nous apporte quoi ? Six millions ! !

Je sais bien qu'on nous dit que le concours du Gouvernement nous sera acquis dans de larges proportions pour les besoins de l'enseignement à tous les degrés ; mais, Messieurs, si je suis bien renseigné, et je crois l'être, l'Administration a eu déjà bien des mécomptes relativement au concours qu'elle attendait du Gouvernement ; bien d'autres encore lui sont sans doute réservés ! Il est rare, vous le savez, que le Gouvernement, quand il donne d'une main, ne tende pas l'autre pour exiger le double de ce qu'il a donné. Croyez-moi, ne nous berçons pas d'un vain espoir, et comptons surtout sur nous-mêmes.

Envisageons la situation avec sang-froid, et avec la ferme volonté de satisfaire à ses exigences.

Vous connaissez la nomenclature des travaux *actuellement prévus*, elle s'élève à trente millions ; pensez-vous pouvoir en retrancher quelque chose ? pour ma part non-seulement je ne le pense pas, mais je suis persuadé que les *prévisions actuelles* ne tarderont pas à être dépassées ; il est impossible qu'il en soit autrement ; chaque jour voit surgir des besoins nouveaux.

Les uns diront peut-être : mais le chapitre de l'Instruction absorbe une trop grosse part ; il faut le réduire. D'autres : la voirie peut bien attendre ; il y a quinze ans qu'on est dans la boue, on peut y rester encore quelques années.

Ce n'est pas ainsi qu'il faut envisager la question, Messieurs ; sans doute il ne faut pas faire de dépenses inconsidérées, mais il faut suffire à tous les besoins réels.

Il faut de l'*économie* dans nos finances ; mais point de *parcimonie*.

Eh bien ! que voulez-vous qu'on fasse avec six millions ?

On nous dit encore : Dans quelques années, nous pourrions faire un nouvel emprunt ;

mais pouvez-vous concevoir et mener à bonne fin un plan sérieusement étudié avec des ressources si aléatoires ?

Pour faire une œuvre sérieuse, il nous faut un minimum de 20 à 25 millions, non pas immédiatement disponibles, mais immédiatement assurés.

Or, le projet, qui vous est présenté aujourd'hui par M. MARIAGE, ne répond nullement à ce besoin ; et, de plus, il constitue l'opération la plus dangereuse qu'une Ville comme la nôtre puisse faire : il menace de ruiner le crédit de la Ville, alors que, pour en faire ce que nous voulons tous, la capitale incontestée du Nord de la France, il nous faudra souvent encore avoir recours au crédit.

Que propose, en effet, M. MARIAGE ? Une conversion de nos emprunts de 1868 et 1877, c'est-à-dire le remboursement *au pair* des titres de ces deux emprunts actuellement encore en circulation, s'élevant, en chiffres ronds, à 14,000,000 de francs, et pour lesquels nous servons aux porteurs quatre et demi pour cent d'intérêt ; puis l'émission d'un nouvel emprunt de 20,000,000 fr. à quatre pour cent, dont 14,000,000 seraient affectés au remboursement précité, laissant ainsi disponible une somme de 6,000,000 de francs.

Or, vous voyez du premier coup-d'œil quelle sera la situation faite aux porteurs de titres de nos emprunts de 1868 et 1877 : d'une part, ils perdront la plus-value de leurs titres, s'élevant, en moyenne, à 8 ou 10 fr. par titre de 500 fr., soit deux pour cent de leur capital ; et, d'autre part, s'ils consentent à remplacer leurs titres anciens par les titres nouveaux, ils perdront un demi pour cent sur leur revenu.

Il est clair qu'un immense mécontentement accueillerait une pareille mesure, et qu'il pourrait se traduire par une sorte de grève des capitalistes qui détiennent aujourd'hui nos titres, qui, plutôt que d'accepter la situation que nous voudrions leur faire, iraient porter ailleurs leur épargne, au grand préjudice de la Ville, dont l'opération courrait risque de ne pas réussir.

Eh bien ! Messieurs, supposez que mes craintes se réalisent ; quel serait l'embarras de notre situation ! non-seulement nous n'aurions pas les 6,000,000 fr. qu'on se propose de recueillir, mais nous aurions annoncé un remboursement de 14,000,000 francs, qu'on pourrait dès-lors exiger de nous, et nous n'aurions pas une obole en caisse pour y faire face.

Il est impossible, Messieurs, de nous lancer dans une semblable aventure !

Persuadé que la prudence dont vous et vos devanciers ont toujours fait preuve en matières financières, et la connaissance des besoins qui se révèlent de toutes parts, vous feront repousser le projet de M. MARIAGE comme insuffisant au point de vue des ressources qu'il crée, et dangereux au point de vue des moyens qu'il met en œuvre, j'ai l'honneur de vous proposer la combinaison suivante :

PROJET GAVELLE

Emettre un emprunt de 24,000,000 francs, au taux de quatre pour cent l'an et remboursable en quarante ans à partir de l'année 1890.

Voici le détail de l'opération :

On émettrait à 392 francs, 61,225 titres, remboursables à 400 fr.

On recevrait donc. 24.000.200 fr..

Et on rembourserait. 24.490.000

L'émission coûterait donc. 489.800 fr.

pour donner aux souscripteurs une prime de huit francs par titre de 400 fr., soit deux pour cent.

Les versements auraient lieu en huit années comme suit :

49 francs en 1882 (en souscrivant).

49 » 1883

49 » 1884

49 » 1885

49 » 1886

49 » 1887

49 » 1888

49 » 1889

Total. 392 francs.

De sorte que la Ville recevrait chaque année, pendant huit ans, 61,225 versements de 49 fr., soit 3,000,025 francs.

Elle aurait à payer de chef en intérêts à quatre pour cent l'an :

En 1882 120.000

1883 240.000

1884 360.000

1885 480.000

1886 600.000

1887 720.000

1888 840.000

1889 960.000

Enfin, en 1890, commencerait l'amortissement dont l'annuité, intérêts compris à quatre pour cent l'an sur 24,490,000 fr., s'élèverait à 1,237,000 francs.

Or, à cette époque, la Ville aura, pour faire face à cette annuité, d'abord la plus-value de l'octroi qui, en raison des grands travaux que l'emprunt aura permis d'accomplir, atteindra un chiffre considérable, dont le minimum, en ne prenant pour base que les derniers exercices qui font ressortir une augmentation annuelle de 100,000 fr., atteindra, en 1890, 800,000 à 900,000 fr.; plus l'annuité consacrée aujourd'hui au service de l'emprunt fait en 1874 à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit 225,000 fr.; plus encore la somme inscrite à notre budget actuel pour notre participation aux frais de gestion de la Faculté de médecine, soit 200,000 fr.; ce qui nous donne un total de 12 à 1,300,000 fr. disponibles, équivalant à l'annuité à payer pour l'amortissement de l'emprunt que je propose d'émettre.

Et n'oubliez pas, Messieurs, que deux ans plus tard, en 1892, notre emprunt de 1863 étant complètement amorti, la Ville retrouvera la libre disposition de l'annuité de 458,000 fr., consacrée aujourd'hui à son amortissement; ce qui donnera à notre budget l'élasticité qui lui fait défaut depuis si longtemps.

En résumé, Messieurs, la nouvelle combinaison que je vous propose d'adopter réunit les avantages suivants :

Elle est économique, puisqu'elle ne coûtera que 490,000 fr. de primes pour un emprunt de 24,000,000 francs (1).

Elle conserve intacts nos précédents emprunts, dont elle respecte les échéances échelonnées.

Elle sauvegarde les intérêts des créanciers de la Ville, dont elle ne modifie pas la situation.

Elle nous permet enfin, tout en faisant face aux nécessités impérieuses de l'enseignement, de donner satisfaction aux légitimes réclamations d'une population qui estime avec raison que les charges qui pèsent sur elle doivent avoir pour compensation certains avantages, dont les plus précieux et les plus indispensables sont l'air, la lumière, la propreté et la salubrité partout.

Je termine, Messieurs, en proposant au Conseil municipal d'inviter l'Administration à solliciter du Gouvernement et des Chambres l'autorisation d'émettre un emprunt de 24,000,000 de francs dans les conditions ci-dessus énoncées.

Vous voyez, Messieurs, en quoi consiste mon projet ! quelles sont les objections qu'on y fait ? Je répondrai d'abord à M. CRÉPY qui demandait de combien de millions nous avons

(1) Le projet de M. MARIAGE coûterait, en chiffres ronds, 200,000 fr. de primes pour six millions, tout en ne donnant que un pour cent de prime aux souscripteurs, au lieu de deux pour cent que mon projet leur accorde.

besoin, que ce n'est un mystère pour personne. Les travaux à effectuer s'élèvent à 29.950.000 fr. Or, quand des travaux sont jugés nécessaires, que fait-on ? On s'efforce de les exécuter dans le plus bref délai possible. La somme dont nous avons besoin est donc de 30.000.000 fr. Et encore ces trente millions de travaux, quand ils seront exécutés, ne feront-ils pas de la ville de Lille la cité la plus belle, ni même la plus propre de la France. Nous nous apercevrons bientôt qu'il faudra encore un chiffre assez respectable de millions pour terminer la transformation de la Ville. La solution que je vous ai indiquée tout-à-l'heure, nous permettra de disposer annuellement de 3.000.000 fr.; or, étant donné que cette somme se répartira en expropriations, couverture de canaux, construction d'aqueducs, pavages, etc., il sera facile de l'utiliser avec notre personnel actuel.

M. MARIAGE propose un premier emprunt de 6.000.000 fr.; puis dans sept ans, un nouvel emprunt de 9.000.000 fr., et enfin, quelques années plus tard, un autre emprunt de 9.000.000 francs.

Quel serait le résultat de cette manière de faire ? C'est d'abord, nous laissant dans l'incertitude sur les ressources dont nous pouvons disposer, de nous mettre dans l'impossibilité de faire un plan d'ensemble. N'ayant que 6.000.000 fr., les travaux que nous mettrions en première ligne ne seraient pas ceux que nous devrions y mettre, si nos ressources nous permettaient de faire un plan d'ensemble. Nous serions obligés de diviser nos millions, de manière à en semer quelques bribes dans chaque quartier. Il s'ensuivrait que les grands travaux qui s'imposent, comme le percement de la rue du Sec-Arembault, la couverture du canal des Stations et tant d'autres, seraient ajournés indéfiniment, et que nous serions obligés de nous en tenir à quelques petits travaux de pavage et de construction de tronçons d'aqueducs. Nous ne donnerions, de cette façon, qu'une satisfaction presque dérisoire aux besoins de la population; tandis qu'avec les 24.000.000 fr. que je vous propose, nous pourrions commencer dès maintenant les grands travaux, et déterminer le moment précis où chacune des réclamations actuellement produites aura reçu satisfaction.

Je vais maintenant répondre aux objections qui ont été faites par M. MARIAGE.

M. MARIAGE me dit : dans votre système d'emprunt, avec vos versements échelonnés en huit années, comment le souscripteur qui a 10.000 fr. disponibles fera-t-il pour payer ses annuités ? La réponse est facile. Il souscrira 10.000 fr. et si à la fin de l'année, il ne peut faire face au second versement, il vendra 5.000 fr. de titres et conservera le reste. Donc, pas de difficultés.

Je prétends que cet emprunt est moralisateur et de nature à favoriser l'épargne. Ce procédé est éminemment démocratique et je m'étonne de le voir combattre par un homme aussi libéral que M. MARIAGE. M. MARIAGE me dit encore, vous n'indiquez pas avec quelles ressources vous ferez face aux annuités de votre emprunt, c'est là une erreur; j'y ferai face

avec la plus-value de l'octroi, sur laquelle nous pouvons compter d'une manière certaine, et avec les sommes rendues disponibles par l'amortissement complet de notre emprunt de 1874, et l'exonération prochaine de la participation qui nous est acuellement imposée dans les frais d'exploitation de la Faculté de médecine.

M. le Rapporteur se livre ensuite à l'examen du budget et fait remarquer que les 100,000 fr. d'excédant du produit de l'octroi sont prévus par l'Administration et sont nécessaires pour permettre l'exécution des travaux imprévus. Je sais fort bien que l'Administration prévoit, dans l'établissement du budget, la marche ascendante du produit de l'octroi; elle est tenue de le faire, mais il me semble que l'embarras ne serait pas grand, si les 100,000 fr. d'excédants prévus pour faire face aux dépenses extraordinaires étaient employés à l'amortissement d'un emprunt qui, pendant huit ans, mettrait chaque année 3,000,000 à la disposition de la Ville pour le même service. Je crois que les 3,000,000 fr. que je lui donnerais viendraient remplacer avantageusement les 100,000 fr. que je lui prendrais.

M. MARIAGE nous a parlé de l'emprunt contracté en 1876. A cette époque, M. MARIAGE n'a pas soulevé de semblables difficultés; cependant la situation de la Ville était autrement précaire qu'aujourd'hui. Que s'est-il passé en 1876? Nous avons payé avec les propres fonds de l'emprunt la somme nécessaire à son amortissement. Le lendemain de l'émission de cet emprunt, le budget était en déficit de plus de 400,000 fr. Aujourd'hui, un emprunt, comme celui que je propose, serait très-facilement amorti.

M. MARIAGE m'adresse le reproche d'avoir manqué aux notions les plus élémentaires en n'indiquant pas avec quoi je ferai face à l'annuité de mon emprunt. Je crois avoir fait justice de cette accusation. Mais mon honorable collègue, avant de m'adresser un tel reproche, aurait dû corriger les erreurs qui se sont glissées dans les calculs de son propre projet, et elles sont nombreuses: autant de chiffres avancés, autant d'erreurs commises ou à peu près.

Je ne m'attarderai pas à relever une à une toutes ces erreurs. Je me contenterai de mettre sous vos yeux les chiffres rectifiés dans le tableau que voici, et dont je vous demande la permission de vous donner lecture, et qui fait ressortir d'une façon saisissante la différence matérielle qui existe entre le projet de M. MARIAGE et le mien.

ANNÉES	Situation actuelle			Projet MARIAGE			
	Annuités	Nombre d'années	Totaux partiels	Annuités	Nombre d'années	Totaux partiels	OBSERVATIONS
1882	2.554.576	1	2.554.576	2.555.000	1	2.555.000	Premier emprunt : 6 millions remboursable en 50 ans.
1883	2.554.716	1	2.554.716	2.555.000	1	2.555.000	
1884	2.555.117	1	2.555.117	2.555.000	1	2.555.000	
1885	2.554.627	1	2.554.627	2.555.000	1	2.555.000	
1886	2.555.309	1	2.555.309	2.555.000	1	2.555.000	
1887	2.374.465	1	2.374.465	2.800.000	1	2.800.000	Deuxième emprunt : 9 millions remboursable en 50 ans.
1888	2.329.280	1	2.329.280	2.755.000	1	2.755.000	
1889	2.330.025	1	2.330.025	2.755.000	1	2.755.000	
1890	2.330.174	1	2.330.174	2.755.000	1	2.755.000	
1891.1892	2.330.900	2	4.661.800	2.755.000	2	5.510.000	
1893.1898	1.873.000	6	11.238.000	2.755.000	6	16.530.000	Troisième emprunt : 10 millions remboursable en 50 ans.
1899	1.615.226	1	1.615.226	2.755.000	1	2.755.000	
1900.1901	1.357.400	2	2.714.800	2.755.000	2	5.510.000	
1902	900.972	1	900.972	2.299.000	1	2.299.000	
1903.1919	446.000	17	7.582.000	1.847.000	17	31.399.000	
1920	223.416	1	223.416	1.847.000	1	1.847.000	Somme empruntée : 25,000,000 fr.
1921.1929				1.847.000	9	16.623.000	
1930.1931				1.847.000	2	3.694.000	
1932.1936				883.000	5	4.415.000	
1937.1942				458.000	6	2.748.000	
Totaux.			51.074.503			117.170.000	10.857.000
						51.074.503	

Le projet MARIAGE coûterait fr.

66.095.497

53.799.975

Economie réalisée par le projet GAVELLE

12.295.522

ANNÉES	Situation actuelle			Projet GAVELLE			
	Annuités	Nombre d'années	Totaux partiels	Annuités	Nombre d'années	Totaux partiels	OBSERVATIONS
1882	2.554.576	1	2.554.576	2.674.576	1	2.674.576	
1883	2.554.716	1	2.554.716	2.794.716	1	2.794.716	
1884	2.555.117	1	2.555.117	2.915.117	1	2.915.117	
1885	2.554.627	1	2.554.627	3.034.627	1	3.034.627	
1886	2.555.309	1	2.555.309	3.155.309	1	3.155.309	
1887	2.374.465	1	2.374.465	3.094.465	1	3.094.465	
1888	2.329.280	1	2.329.280	3.169.280	1	3.169.280	
1889	2.330.025	1	2.330.025	3.290.000	1	3.290.000	
1890	2.330.174	1	2.330.174	3.567.174	1	3.567.174	
1891.1892	2.330.900	2	4.661.800	3.507.900	2	7.135.800	
1893.1898	1.873.000	6	11.238.000	3.110.000	6	18.660.000	
1899	1.615.226	1	1.615.226	2.852.226	1	2.852.226	
1900.1901	1.357.400	2	2.714.800	2.594.400	2	5.188.800	
1902	900.972	1	900.972	2.137.972	1	2.137.972	
1903.1919	446.000	17	7.582.000	1.683.000	17	28.611.000	Somme empruntée :
1920	223.416	1	223.416	1.460.416	1	1.460.416	24 000 000 fr.
1921.1929				1.237 000	9	11.133.000	—
							Le projet GAVELLE a l'avantage d'éteindre la dette de la Ville, treize ans plus tôt que le projet MARIAGE, de coûter 12 millions de moins et enfin de ne porter aucune atteinte à la situation des porteurs de titres des emprunts précédents puisqu'il exclut la conversion.
<i>Totaux.</i>			51.074.503			104.874.478	
						51.074.503	
						53.799.975	

Le projet GAVELLE coûterait fr.

Ainsi, il résulte du tableau que je viens de vous soumettre que pour emprunter la même somme, à un million près (24 millions au lieu de 25), mon système coûterait 12 millions de moins à la Ville que celui de M. MARIAGE, et que, de plus, il aurait l'avantage d'éteindre notre dette treize ans plus tôt.

En présence de pareils chiffres, je crois qu'il n'est pas nécessaire d'insister.

M. MARIAGE. — J'ai fait mon rapport assez vivement, pressé par l'Administration, qui me le demandait. Les quelques erreurs que me signale M. GAVELLE, ne me paraissent pas bien importantes et ne nuisent nullement à l'ensemble de mon projet. Je vous avoue franchement que je ne me suis pas arrêté aux questions de détail. Quant à la plus-value d'octroi, nous saurons nous en servir lorsqu'elle se réalisera. Il semblerait véritablement qu'il n'y a que le projet de M. GAVELLE qui puisse assurer cette plus-value. Je le répète, il n'est pas possible d'établir un emprunt de 24 millions sur des augmentations de recettes aussi aléatoires.

M. GAVELLE. — Le Gouvernement appréciera.

M. MARIAGE. — Le Gouvernement sera fort étonné d'un pareil projet. Les dépenses imprévues augmentent chaque année, et je ne crois pas que l'Octroi suive la même progression. L'année 1880 a été tout-à-fait exceptionnelle; nous avons eu plus de 200,000 francs d'excédant de recettes; mais l'Administration municipale a compté sur cette augmentation pour faire face aux dépenses imprévues. Je vous prouverai que vous avez des charges supplémentaires qui s'imposent chaque année.

M. GAVELLE. — M. MARIAGE craint que notre Octroi n'aille pas *crescendo*; ce sont là des craintes chimériques, surtout quand on se trouve en présence de travaux extraordinaires, évalués à 24,000,000 fr., et qui apporteront le plus vigoureux élan aux recettes d'Octroi. Mon emprunt n'est nullement basé sur des excédants de recettes hypothétiques. Mais à supposer que les recettes de l'Octroi restent parfois un peu au-dessous des prévisions, vous auriez la prudence de modérer quelque peu les dépenses imprévues dont vous parliez tout-à-l'heure M. MARIAGE, et l'équilibre serait facilement maintenu.

M. WERQUIN. — Je ne suis l'auteur d'aucun projet, et peut-être le Conseil accordera-t-il à un homme, dès-lors complètement impartial, le droit de faire entendre son appréciation. Je suis arrivé avec le désir de m'instruire. J'ai écouté attentivement les projets successifs qui ont défilé devant moi, et je déclare très-nettement qu'il n'y a plus de doute possible. D'un côté, je vois M. le Rapporteur hésiter sur ses chiffres et confesser que si quelques erreurs se sont glissées dans son travail, c'est qu'il a été pressé par l'Administration. Un projet pré-

senté dans de telles conditions ne m'inspire guère de sécurité. D'autre part, je vois une certitude profonde, et j'entends des arguments dont la netteté me frappe et me séduit.

A mon avis, la question doit être discutée sous toutes ses formes. Il y a lieu de voir les besoins auxquels il s'agit de faire face, les sommes qu'il convient d'emprunter et les charges que l'emprunt adopté fera peser sur la Ville. En ce moment, deux systèmes sont en présence : celui de M. GAVELLE et celui de la Commission. Ces deux systèmes nous procurent chacun 24,000,000 fr. M. GAVELLE obtient ce chiffre avec la plus-value de l'Octroi. M. MARIAGE dit : Prenez garde; c'est un élément fort incertain. Si vous n'avez que cette garantie à présenter au Ministre, soyez persuadé que votre projet sera rejeté. Je crois que ce sont là des paroles imprudentes. Si le Conseil adopte le projet de M. GAVELLE, et, pour ma part, je l'adopte, je pense que ces critiques sont hors de saison. Avec des travaux aussi considérables, il n'y a pas à craindre cette stagnation que prévoit M. MARIAGE. En effet, si on examine le budget, on s'aperçoit qu'il y a un progrès constant dans les recettes, sauf en 1870.

Dans ces conditions, on peut se dire : Ce qui s'est passé est une garantie pour l'avenir. C'est ainsi que l'histoire vient en aide à l'élaboration des calculs. Gardons-nous de recourir trop souvent aux impôts que nous pouvons faire peser sur nos concitoyens. Qui nous dit que nous n'aurons pas encore une année terrible, une crise commerciale? Ce serait alors le moment de créer des ressources spéciales pour faire face à tout ce qui serait devenu une nécessité. Et soyez persuadés, Messieurs, que ce jour-là, notre patriotique population lilloise saura accepter avec empressement toutes les charges qu'elle devra s'imposer. Si donc nous empruntons aujourd'hui, c'est pour réserver au Conseil la possibilité de s'adresser à l'impôt dans des besoins plus pressants. Le système proposé par M. GAVELLE me paraît parfaitement acceptable et judicieux, et je trouve imméritées les critiques dont il a été l'objet de la part de la Commission des finances. Il me paraît bien prouvé que 12,000,000 francs sont dépensés en plus avec le système de M. MARIAGE. Ma conviction ne peut hésiter devant un pareil chiffre.

Plusieurs membres demandent le renvoi de la discussion à une prochaine séance, en raison de l'heure avancée.

M. le MAIRE déclare qu'il maintiendra la parole aux orateurs inscrits, à moins qu'ils n'y renoncent.

M. BAGGIO. — Je ne veux pas rentrer dans le débat, et je crois bon de laisser le Conseil sous l'influence des patriotiques paroles prononcées par mon excellent collègue, M. WERQUIN. Je pense donc qu'il convient d'ajourner la discussion; mais je demande que

l'Administration veuille bien mettre à notre disposition, pour la prochaine séance, les tableaux d'amortissement sur lesquels MM. MARIAGE et GAVELLE ont basé leurs raisonnements.

La séance est levée à onze heures trois quarts.

CERTIFIÉ :

Le Maire de Lille,

GÉRY LEGRAND.

